



N° 7 - Octobre-Novembre 2011

Bilan conjoncturel 2011

2011 : des prix favorables limitent les effets de la sécheresse

La commercialisation des productions françaises, à l'exception des légumes et des fruits, se réalise à meilleurs prix qu'au cours des campagnes précédentes. Outre les conditions du marché intérieur, les prix à la production sont soutenus par une demande extérieure croissante en produits bruts et transformés. Pour l'ensemble entre janvier et septembre 2011, ils dépassent en moyenne de 15 % ceux de 2010. En parallèle, les prix d'achat des produits intrants ont globalement augmenté de 12,5 % en un an, le renchérissement atteignant plus de 23 % pour l'énergie, les engrais et les aliments pour animaux. Les coûts de production ont pesé plus fortement sur les exploitations hors-sol que sur les autres catégories d'exploitation. Pour autant, l'année 2011 serait plutôt favorable aux productions animales, malgré la hausse des coûts de production et le déficit de production fourragère. En septembre, les prix des animaux de boucherie et des volailles deviennent de façon exceptionnelle, avec ceux des vins, les plus forts stimulateurs de la hausse des prix à la production sur un an. Ils supplantent les grandes cultures qui passent, pour

la nouvelle campagne, légèrement en dessous de leur haut niveau de prix en 2010 (- 0,2 %). Cette baisse est due essentiellement au blé tendre, dont les prix redescendent, depuis juillet 2011, des très hauts sommets atteints en début d'année, l'ascension ayant commencé en juillet 2010. À partir de septembre et surtout début octobre, les cours céréaliers et oléagineux ont reculé sur les marchés français et mondiaux, en lien avec la reprise des exportations des pays de la mer Noire et le ralentissement de l'économie mondiale.

Les productions végétales ont été perturbées par des séquences climatiques très contrastées. Ces productions ont en effet été accélérées par la sécheresse exceptionnelle du printemps, le plus sec et chaud depuis cinquante ans. Plus ou moins préjudiciables selon les régions, les effets du déficit pluviométrique sur les grandes cultures et les prairies ont ensuite été tempérés par un été pluvieux et frais. In fine, les dégâts sont limités sur les grandes cultures d'hiver et de printemps et les rendements ont progressé pour les cultures d'été comme le maïs. La reprise de la pousse de l'herbe sur la

quasi-totalité des régions n'a toutefois pas permis de compenser en volume et en qualité les pertes du printemps, celui-ci représentant habituellement près des deux tiers de la production annuelle. La situation s'est avérée meilleure à l'est de la France qu'au nord et sur la façade atlantique.

Seuls les producteurs de fruits, et surtout de légumes, ont souffert de prix inférieurs à ceux de 2010, sur l'ensemble de la campagne initiée au printemps. La commercialisation des produits d'été a été difficile en début de campagne, en raison notamment de télescopages entre produits français et avec les produits étrangers dus à la précocité des calendriers de production. Mais elle s'est améliorée vers la fin pour certains d'entre eux, notamment pour le melon et les fruits à noyau. Contrairement aux légumes consommés crus, les légumes d'été à cuire comme la carotte primeur et la courgette ont eu la faveur des consommateurs grâce aux températures fraîches. Pour la pêche et l'abricot, la demande en 2011 a également été inférieure à celle des années antérieures. Aux aléas climatiques se sont

ajoutés les effets induits de la crise liée à la bactérie E.Coli, initialement imputée à tort au concombre espagnol. Au cours de l'été, plusieurs produits ont été déclarés en crise conjoncturelle et un plan d'actions ciblé sur les plus touchés – le concombre, la tomate et la pêche – a été mis en œuvre pour soutenir la filière avec des mesures conjoncturelles d'allègement de charges, mais aussi des mesures structurelles destinées aux producteurs et aux entreprises de commercialisation.

Quant aux productions animales, les effectifs d'animaux abattus sont plus importants qu'en 2010, notamment ceux de gros bovins et, pour les volailles de chair, ceux de poulets et canards. Seuls les abattages de porcins, et surtout de dindes, diminuent au contraire. Par ailleurs dans le secteur avicole, la mise aux normes des cages de poules pondeuses à compter du 1^{er} janvier 2012 provoque un fort repli des mises en place de poulettes de ponte. La chute de la production d'œufs dans le contexte du premier semestre de surproduction et de prix bas se poursuit au second. Concernant les abattages de bovins, plusieurs facteurs les ont dynamisés, notamment au premier semestre : l'amélioration des prix à la production et l'extension des débouchés à l'exportation, la hausse du coût de l'alimentation animale et, ponctuellement en mai, la crainte du manque de fourrage à cause de la sécheresse.

En 2011, la conjoncture laitière est favorable, stimulée par la reprise du prix du lait amorcée en avril 2010. La flambée du coût de l'alimentation ani-

male n'empêche pas les éleveurs de vaches laitières d'accroître leur production, à l'exception d'un ralentissement en mai et juin précisément à cause du déficit d'affouragement. Ils ont de fait acheté plus d'aliments composés pour vaches laitières qu'en 2010. Par ailleurs, entre les mois de mai 2010 et 2011, la réduction tendancielle du troupeau laitier a ralenti, alors que les effectifs de génisses laitières destinées à son renouvellement se sont au contraire développés. Globalement en 2011, la sous-réalisation de la collecte laitière par rapport au quota sera moins forte que les autres années : entre le début de la campagne en avril et juillet, elle était déjà contractée de plus d'un tiers par rapport à 2010. L'essor de la collecte stimule les fabrications françaises de produits laitiers, tant industriels que de grande consommation. La revalorisation du lait résulte de celle des produits laitiers industriels sur le marché mondial et européen, celle des produits de grande consommation moins dépendante de ces marchés étant plus faible.

Entre janvier et août 2011, le dynamisme des échanges extérieurs a tout particulièrement soutenu les prix français à la production du blé tendre, des vins et champagnes, et des bovins. Précisément en août, la croissance la plus forte de l'excédent commercial sur un an concerne les boissons et les céréales qui bénéficient de cours élevés. Pour les vins, le rétablissement des exportations de vins amorcé en 2010 se poursuit en 2011 et leur valeur atteint presque le record de 2008, entre janvier et août. Les États-Unis et les

pays asiatiques, notamment la Chine qui prend une place grandissante derrière le Japon, soutiennent la reprise des exportations. Les expéditions vers les pays tiers dépassent pour la première fois en 2011 celles destinées à l'Union européenne. Concernant les animaux de boucherie, l'année 2011 leur est propice en grande partie grâce au dynamisme du commerce extérieur. Les marchés mondiaux sont favorables aux producteurs français qui bénéficient de l'ouverture de nouveaux marchés et de prix élevés. Sur les huit premiers mois de 2011, la hausse sur un an de l'excédent commercial d'animaux vivants et de produits animaux atteint 66 %, la filière bovine y contribuant activement avec ses ventes toujours en progression vers l'Italie, mais aussi vers de nouvelles destinations. Cette forte croissance qui concerne l'ensemble des animaux de boucherie résulte conjointement de l'augmentation des expéditions d'animaux vivants et d'une réduction du déficit des échanges de viandes.

Au deuxième trimestre 2011, les industries agroalimentaires bénéficiaient d'une conjoncture toujours favorable, au vu des dernières données disponibles. Stimulée par une demande étrangère et une consommation des ménages bien orientée, leur activité augmentait en effet par rapport au deuxième trimestre 2010. En lien avec le renchérissement des matières premières, la hausse des prix industriels à la production et du chiffre d'affaires était de plus en plus marquée. Depuis le début 2009, l'emploi salarié dans les IAA est relativement stable.

Christine Deroin

Sommaire du bilan

Vue d'ensemble sur la conjoncture agricole	5	<i>C. Deroin, L. Lefebvre, A. Renaud, A. Viguier, G. Wemelbeke</i>
Synthèses		
2011, une année climatique contrastée, <i>Climatologie</i>	17	<i>P. Casagrande</i>
En 2011, cumul des difficultés dans la commercialisation des légumes d'été, <i>Légumes</i>	23	<i>J. Fressignac</i>
2011, les fruits d'été en crise, <i>Fruits</i>	27	<i>L. Bernadette</i>
En 2011, les pays tiers sont le principal moteur de la reprise des exportations de vins, <i>Viticulture</i>	31	<i>A. Renaud</i>
Commerce extérieur d'animaux de boucherie : des marchés mondiaux favorables à la production française, <i>Commerce extérieur agroalimentaire</i>	37	<i>G. Wemelbeke</i>
Industries agroalimentaires : la conjoncture reste favorable au deuxième trimestre 2011, <i>Industries agroalimentaires</i>	41	<i>L. Lefebvre</i>
Organismes et abréviations	47	
Pour en savoir plus	49	
Liste des Infos rapides		
<i>Animaux de boucherie, n° 9/11, octobre 2011</i>		<i>A. Egger, M.A. Lapuyade</i>
<i>Aviculture, n° 9/11, octobre 2011</i>		<i>C. Pendariès</i>
<i>Carotte, n° 3/6, octobre 2011</i>		<i>J. Fressignac</i>
<i>Chicorée, n° 2/5, octobre 2011</i>		<i>J. Fressignac</i>
<i>Chou-fleur, n° 2/6, septembre 2011</i>		<i>J. Fressignac</i>
<i>Climatologie, n° 10/12, octobre 2011</i>		<i>J. Gabrysiak</i>
<i>Commerce extérieur agroalimentaire, n° 10/12, octobre 2011</i>		<i>G. Wemelbeke</i>
<i>Concombre, n° 4/5, septembre 2011</i>		<i>J. Fressignac</i>
<i>Courgette, n° 3/4, septembre 2011</i>		<i>J. Fressignac</i>
<i>Endive, n° 1/5, octobre 2011</i>		<i>J. Fressignac</i>
<i>Grandes cultures et fourrages, n° 8/10, octobre 2011</i>		<i>A. Renaud</i>
<i>Lait, n° 10/11, octobre 2011</i>		<i>S. Cazeneuve</i>
<i>Laitue, n° 2/6, octobre 2011</i>		<i>J. Fressignac</i>
<i>Melon, n° 5/5, octobre 2011</i>		<i>J. Fressignac</i>
<i>Moyens de production, n° 9/10, octobre 2011</i>		<i>L. Lefebvre, A. Viguier</i>
<i>Pêche n° 5/5, septembre 2011</i>		<i>L. Bernadette</i>
<i>Poire, n° 3/4, octobre 2011</i>		<i>L. Bernadette</i>
<i>Poireau, n° 2/5, septembre 2011</i>		<i>J. Fressignac</i>
<i>Pomme, n° 5/6, octobre 2011</i>		<i>L. Bernadette</i>
<i>Prairies, n° 6/7, septembre 2011</i>		<i>J.P. Cassagne</i>
<i>Prix agricoles et alimentaires, n° 9/10, octobre 2011</i>		<i>C. Deroin</i>
<i>Stocks pommes poires, n° 1/10, octobre 2011</i>		<i>L. Bernadette</i>
<i>Tomate, n° 5/6, septembre 2011</i>		<i>J. Fressignac</i>
<i>Viticulture, n° 4/5, octobre 2011</i>		<i>L. Bernadette</i>

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur www.agreste.agriculture.gouv.fr

Vue d'ensemble sur la conjoncture agricole

GRANDES CULTURES

La récolte céréalière française diminuerait en 2011 de 4 % par rapport à 2010, recouvrant à la fois une baisse de la production des céréales à paille, et une hausse de la récolte de maïs. Les récoltes d'oléagineux atteindraient de hauts niveaux grâce à l'extension des superficies et de bons rendements. Les productions de pomme de terre et de betterave progressent aussi fortement. À partir de septembre et surtout début octobre, les cours des céréales et oléagineux ont reculé sur les marchés français et mondiaux, en lien avec les disponibilités à l'exportation accrues pour les pays de la mer Noire et le ralentissement de l'économie mondiale. Ils sont en outre pénalisés par la reprise du cours du dollar face à l'euro. Les cours mondiaux du sucre restent à des niveaux élevés.

La récolte française de céréales à paille pénalisée par la sécheresse

La production française de blé tendre serait, d'après les prévisions du Service de la statistique et de la prospective (SSP) au 1^{er} octobre, de 34 millions de tonnes (Mt), en baisse de 4,5 % par rapport à 2010. Les rendements perdraient 4,5 q/ha à cause de la sécheresse printanière (2011, une année climatique contrastée, *Climatologie*

n° 2011/159, octobre 2011). La sole s'étendrait faiblement (+ 2 %). La collecte totale s'élèverait à 30,5 Mt selon FranceAgriMer, le taux de collecte étant en légère baisse par rapport à 2010. D'après les résultats provisoires de l'enquête réalisée par FranceAgriMer et Arvalis – Institut du végétal, la qualité des blés est satisfaisante. Le taux de protéines moyen atteindrait 11,5 % et le poids spécifique serait de 79,4 kg/hl, en hausse de 0,6 point. Les indices de chute de Hagberg demeurent relativement hauts malgré l'été pluvieux : ils dépassent 220 secondes pour 81 % de la production. Par ailleurs, plus de 60 % des blés récoltés seraient constitués de blés meuniers de qualité supérieure. Ce disponible permettrait de répondre à la demande internationale, mais dans des quantités plus réduites que pour la dernière campagne. Selon FranceAgriMer, les exportations de grains se placeraient à 15 Mt pour la campagne 2011/2012. Elles diminueraient de 5 % vers l'Union européenne. À destination des pays tiers, elles chuteraient de 30 % par rapport à la campagne exceptionnelle 2010/2011 où 13 Mt ont été exportés.

En blé dur, la récolte, à 2 Mt, chuterait de 22 % par rapport à 2010, en raison d'un recul simultané des surfaces (- 17 %) et des rendements (- 5 %). Avec une récolte réduite, les perspectives d'exportations sont nettement inférieures aux volumes records exportés en 2010/2011.

La récolte d'orge, à 8,9 Mt, perdrait 12 % par rapport à 2010, se situant

19 % au-dessous de la récolte moyenne 2006-2010. La sole se réduirait de 10 % par rapport à 2010 et les rendements de 11 %. Ils diminueraient de 5 q/ha en orge d'hiver et 10 q/ha en orge de printemps. Le bilan en orge serait particulièrement tendu. Selon FranceAgriMer, malgré une baisse des utilisations intérieures de l'orge – diminution des incorporations dans l'alimentation animale – et un potentiel d'exportations limité, les stocks de fin de campagne chuteraient à moins de 1 Mt.

Des récoltes françaises abondantes en maïs et en oléagineux

La production de maïs-grain est estimée à 14,9 Mt au 1^{er} octobre. Elle dépasserait de 8 % celle de 2010 et de 3 % la récolte moyenne des cinq dernières campagnes. Le recul des surfaces est compensé par des rendements en forte hausse. Favorisé par la pluviométrie estivale, le rendement national atteindrait 98 q/ha, supérieur de 6,3 q/ha au rendement moyen 2006-2010. Grâce à cette récolte en hausse, les exportations augmenteraient par rapport à celles de 2010/2011. Selon FranceAgriMer, elles atteindraient 5,9 Mt (+ 10 %) vers l'Union européenne, principal destinataire des exportations françaises.

La production de colza, à 5,3 Mt, se hausserait de 11 % par rapport à celle de la dernière campagne. Elle serait

favorisée par une hausse des rendements, et surtout des superficies. La récolte de tournesol, à presque 2 Mt, dépasserait de 16 % celle de 2010 et de 24 % la récolte moyenne 2006-2010, en raison d'une progression conjointe de la sole et des rendements.

Chute de la production française de protéagineux

La récolte des protéagineux reculerait de 37 % par rapport à 2010, conséquence de la baisse des rendements et d'une réduction de la sole. Alors que celle-ci avait fortement augmenté à la suite de la mise en place des aides pour les protéagineux, le plafonnement de leur financement en 2010 aurait contribué au recul de la sole en 2011 (*Les semis de blé tendre et d'oléagineux progresseraient aux dépens des autres céréales et des protéagineux, Grandes cultures n° 2011/143, avril 2011*). La production de pois protéagineux perdrait 39 % par rapport à 2010, et 10 % par rapport à la moyenne 2006-2010. En parallèle, les cours du pois sont relativement stables et hauts depuis juillet. Ils se situent en moyenne à 231 €/t pour le pois départ Marne, supérieurs de 21 % au prix moyen de juillet à mi-octobre 2010.

Les cours des céréales sont hauts en début de campagne...

Au cours des trois premiers mois de la campagne 2011/2012, les cours français du blé tendre dépassent légèrement ceux de la campagne précédente à la même période. Le blé rendu Rouen atteint 199 €/t (+ 1,6 %) et le blé meunier départ Eure-et-Loir 196 €/t (+ 1,2 %). Si l'on ne tient compte que des mois d'août et septembre, les cours du blé ayant démarré leur flambée au cours du mois de juillet 2010, les cotations de l'été 2011 sont de 10 % inférieures à celles de 2010.

Le marché mondial du maïs apparaît particulièrement tendu pour 2011/2012 avec des disponibilités réduites aux États-Unis et des stocks de fin de campagne bas. Ainsi, les cours français du

maïs, tout comme les cours mondiaux, sont très hauts durant l'été 2011. Le prix du maïs rendu Bordeaux dépasse de 13 % son montant de 2010 si l'on prend la moyenne des mois de juillet à septembre, et de 7 % si l'on ne prend en compte que les mois d'août et septembre. Les principaux prix du maïs sur les marchés français dépassent ceux des blés : 202 €/t en moyenne sur juillet-septembre pour le maïs rendu Bordeaux, soit 3 €/t de plus que le blé rendu Rouen.

Les cours français du blé dur atteignent des records en raison d'un bilan serré : le prix du blé dur rendu Port-La-Nouvelle, à 330 €/t en moyenne pour juillet à septembre, dépasse de 51 % son prix de l'été 2010.

En conséquence d'une production réduite, les cours de l'orge s'accroissent par rapport à 2010 : le prix de l'orge rendu Rouen s'élève à 197 €/t pour août et septembre 2011 (+ 5 %).

... maïs tendent à se replier en septembre et surtout début octobre

Après un pic atteint fin août (213 €/t pour le blé rendu Rouen de classe 1) les cours français du blé tendre commencent à se replier début septembre, et plus fortement en octobre. Au cours des deux premières semaines d'octobre, le blé rendu Rouen tombe à 184 €/t, en baisse de 9 % par rapport au cours de septembre, et de 12 % à sa valeur de début octobre 2010. À Chicago, le cours du blé se replie en octobre à 235 \$/t (soit environ 173 €/t), contre 266 \$/t en août et 251 \$/t en septembre. Outre la crise financière mondiale qui a contribué à la baisse des cours, les productions d'origine mer Noire se sont imposées sur le marché et concurrencent les blés européens et notamment français. Par ailleurs, l'offre en blé au niveau mondial a été revue en hausse début octobre par l'homologue américain du ministère en charge de l'agriculture (USDA).

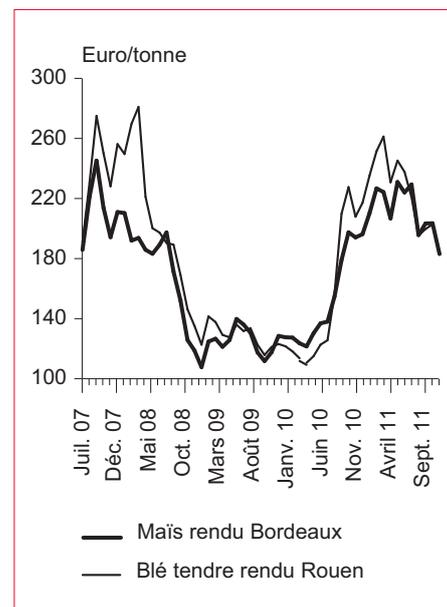
Les cours du maïs reculent de 10 % entre septembre et début octobre, que ce soit à Chicago ou sur les marchés français. À Chicago, le maïs descend

à 243 \$/t (soit 181 €/t) en moyenne sur les deux premières semaines d'octobre, atteignant encore en septembre le haut niveau de 275 \$/t en moyenne (200 €/t). En France, le maïs rendu Bordeaux vaut 183 €/t début octobre. Les prévisions de l'offre de maïs au niveau mondial ont été réévaluées à la hausse par l'USDA début octobre, et le niveau d'utilisations en baisse, contribuant au recul des cours.

Les cours des oléagineux, hauts depuis juillet, chutent lourdement début octobre avant de rebondir

Les cours des oléagineux sur les marchés français ont été dynamiques de juillet à septembre 2011. Ceci malgré des pressions à la baisse causées par des inquiétudes sur les marchés financiers, le repli des cours du pétrole, et la révision à la hausse de la récolte de soja aux États-Unis par l'USDA. En septembre, le colza atteint en France 438 €/t, cours supérieur de 13 % à sa

Des cours céréaliers en net repli



Source : La Dépêche

valeur de septembre 2010. Le tournesol, à 395 €/t, est en retrait de 3 %. Selon FranceAgriMer, cette hiérarchie de prix pourrait entraîner un accroissement de la trituration de tournesol par rapport à la campagne précédente. Début octobre, les cours des oléagineux s'effondrent : le colza perd 18 €/t par rapport à fin septembre, et le tournesol 20 €/t. Ils sont notamment pénalisés par la baisse des cours du pétrole. Toutefois, ils se reprennent ensuite, retrouvant leur niveau de fin septembre, en lien avec la remontée des cours du soja.

Forte hausse de la production de pomme de terre

D'après les estimations au 1^{er} octobre 2011 du SSP, la production de pomme de terre de conservation s'élève à 5,4 millions de tonnes (Mt) en 2011 : elle augmente de 10 % par rapport à 2010, année de faible production. Elle dépasse aussi nettement la production moyenne des cinq dernières campagnes. Les surfaces plantées, à la suite de prix élevés au cours de la campagne 2010/2011, progressent de 4 % et les rendements augmentent de 5 % (*Campagne de pomme de terre 2009/2010 : production française en hausse et commerce extérieur plutôt favorable, Pomme de terre n° 2011/148, juin 2011*).

D'après le groupement des producteurs de pomme de terre du Nord-Ouest européen (NEPG), la récolte des principaux pays producteurs d'Europe de l'Ouest – France, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Allemagne et Belgique – augmenterait de 1,6 Mt par rapport à 2010. En effet, les rendements observés (47 t/ha) sont les plus importants depuis six ans, alors que les surfaces augmenteraient aussi.

En septembre 2011, alors que les prix de la nouvelle campagne commencent à se dessiner, les cours à l'expédition Nord-Picardie accusent un recul de 48 % par rapport à ceux de 2010 et de 28 % par rapport aux cours moyens 2007-2010, en relation avec la hausse des volumes disponibles en France et dans l'Union européenne.

Marché mondial du sucre toujours tendu malgré le retour à un excédent de production

En 2011, les surfaces françaises emblavées en betterave s'inscrivent une nouvelle fois en hausse. Quelques 389 milliers d'hectares ont été plantés en 2011, contre 383 milliers en 2010 (+ 1,6 %). La production de betterave atteindrait 35 millions de tonnes (Mt), en croissance de 9 %. Les rendements (91 t/ha) sont en progression par rapport à l'année 2010 marquée par la sécheresse durant l'été. Ils se situent également au-dessus des rendements moyens des cinq dernières campagnes.

Selon FranceAgriMer, la production française de sucre – et de sirop de sucre de betterave pour l'alcool-éthanol et la pharmacie – atteindrait 4,9 Mt de sucre blanc en 2011/2012 contre 4,2 Mt pour la campagne betteravière 2010/2011, en augmentation de 17 %, c'est-à-dire bien au-dessus des campagnes précédentes.

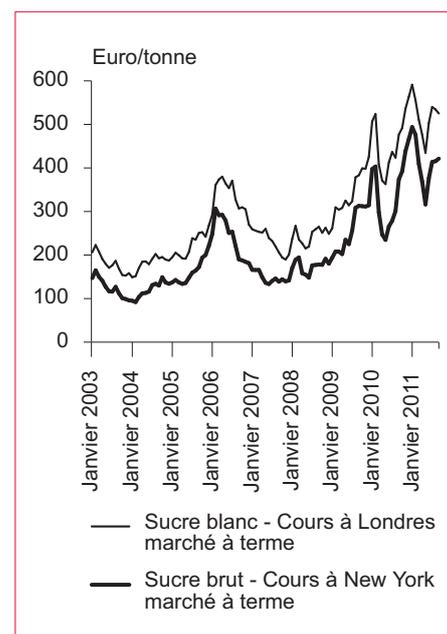
Selon l'Organisation internationale du sucre (Iso), la campagne mondiale 2010/2011, d'octobre à septembre, s'achèverait sur un léger excédent de 800 000 tonnes après deux années de déficit. La production mondiale atteindrait 166 Mt de sucre brut, en hausse de 4,3 % par rapport à celle de 2009/2010. La hausse de la production de l'Inde et de la Thaïlande, respectivement les deuxième et troisième exportateurs mondiaux, fait plus que compenser le recul de production au Brésil, le premier exportateur mondial.

Dans le même temps, la croissance de la consommation mondiale (+ 0,7 %) ralentit par rapport à la croissance moyenne des dix dernières années (+ 2,5 %), pour atteindre 165 Mt. Cette légère croissance de la consommation combinée à la forte hausse de la production explique le retour à un excédent de production. Cependant, malgré cet excédent, les stocks restent à un niveau bas, plombant ainsi le ratio stocks/consommation. Dans ce contexte, les cours, qui avaient atteint des niveaux élevés durant la campagne précédente, se maintiennent, avec un nouveau pic au cours de l'été à plus

de 800 \$/t pour le sucre blanc et frôlant 700 \$/t pour le brut. Ils fléchissent toutefois depuis, en relation avec l'évolution du bilan mondial (*Cours du sucre toujours élevés malgré le retour à l'excédent de la production mondiale, Betterave n° 2011/140, mars 2011*).

Le bilan mondial 2011/2012 devrait confirmer l'excédent de ressources. L'Iso s'attend ainsi à un excédent de 4 Mt, ce qui ne redressera pas significativement le niveau des stocks. Le ratio stocks/consommation devrait même reculer du fait d'une plus forte croissance de la consommation. La production devrait connaître un niveau record (172 Mt), et ce malgré une baisse significative de la production brésilienne (- 7 %) du fait de conditions climatiques défavorables. La croissance de la production s'expliquerait par celle de l'Inde et des grands pays importateurs comme la Russie et certains pays de l'Union européenne. En effet, au niveau européen, l'augmentation des rendements (+ 9 %) conjuguée à celle des surfaces betteravières (+ 1,5 %) entraîne une forte

Des cours du sucre toujours élevés du fait d'un niveau de stocks bas



Sources : La Dépêche, FranceAgriMer

hausse de la production de sucre de betterave (+ 17 %). Elle atteindrait 18 Mt en 2011/2012 contre 15,3 Mt en 2010/2011. Cette hausse se concentre sur certains États membres, en particulier, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni.

LÉGUMES ET FRUITS

En 2011, les aléas climatiques et une crise sanitaire pèsent fortement sur la filière

Les séquences climatiques très contrastées de 2011, entre la chaleur du printemps et les températures fraîches de l'été, ont diversement influencé la commercialisation des produits d'été. Elles ont avancé les calendriers de production et perturbé la demande des consommateurs. Les débuts de campagne ont en outre été affectés par la crise exceptionnelle liée à la bactérie E.Coli qui a sévi au printemps et diffusé ses effets sur d'autres produits au-delà du concombre. Dans ce contexte, la valorisation des productions est nettement plus difficile qu'au cours des campagnes précédentes pour quasiment tous les légumes et les fruits. Pour certains produits, les résultats sont encore ponctuellement en deçà de ceux de la catastrophique année 2009, du moins en début de campagne. La carotte et la courgette échappent à cette situation critique, de même que le melon en fin de campagne. Au cours de l'été 2011, plusieurs productions sont déclarées en crise, les plus affectées étant la pêche, la tomate et le concombre. Pour soutenir la filière Fruits et légumes, il a été mis en œuvre un plan d'actions ciblant prioritairement ces trois productions : dans l'immédiat, l'allègement des charges financières et sociales pour les producteurs, mais aussi des mesures structurelles notamment pour la modernisation du verger de pêche-nectarine

et des serres, la formation des salariés, l'aide aux investissements et à la reconversion professionnelle pour les exploitants en grande difficulté, des aides pour la restructuration des entreprises de commercialisation. Quant aux légumes d'hiver, ils affichent sur la première partie de leurs campagnes 2011/2012 des prix inférieurs à ceux des années précédentes, notamment le poireau, le chou-fleur et les salades.

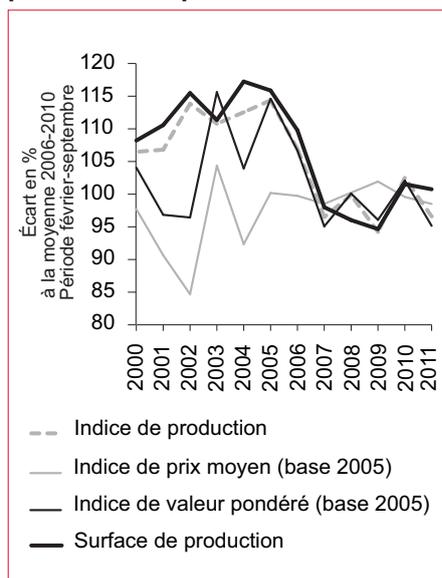
Légumes d'été à cuire mieux commercialisés que les légumes consommés crus

Les campagnes de commercialisation des légumes d'été ont commencé difficilement : la précocité des mises en marché a provoqué le télescopage des produits français entre eux et avec les produits étrangers. Contrairement à la tomate et au concombre, la situation s'est nettement améliorée pour le melon en fin de campagne. Les légumes d'été à cuire ont été au contraire favorisés par la reprise des pluies et la baisse des températures en juillet (*En 2011, cumul des difficultés dans la commercialisation des légumes d'été, Légumes n° 2011/161, octobre 2011*).

En 2011, les productions de tomate pour le frais et de concombre se sont nettement moins bien valorisées qu'en 2010. Alors que la fin de campagne est plutôt favorable pour le concombre, la situation de la tomate reste préoccupante. En valeur, sa production chute en effet de 26 % par rapport à 2010, avec des prix plongeant de 27 %, sur l'ensemble de la période entre février et septembre. La baisse tendancielle de ses surfaces se confirme (- 13 % par rapport à la surface moyenne 2006-2010), le Sud-Est en étant le principal acteur. Pour le concombre, la baisse de résultats est moins marquée (- 7 %), les prix à la production se stabilisant quasiment entre 2010 et 2011. Sur un an, les surfaces sont stables (- 1 %). L'année 2010 ayant été comme pour les autres produits meilleure que les années antérieures, le déficit de valorisation par rapport à une année moyenne 2006-2010 est moins spectaculaire pour chacun d'eux que par rapport à 2010.

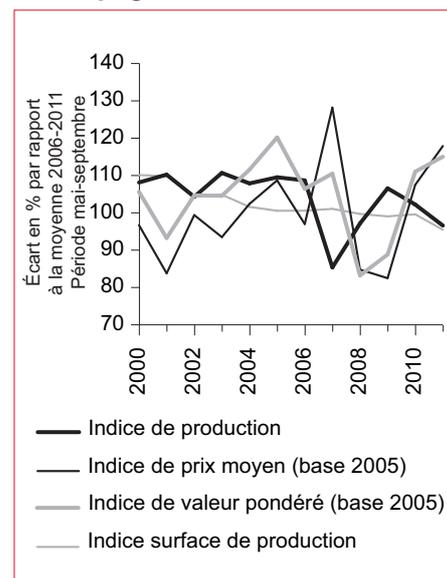
Au contraire, le melon dont le marché a été délicat au début de la campagne de commercialisation réussit une sortie de crise au cours de l'été, grâce à la demande et des prix en reprise. Et sur l'ensemble de la campagne, la valorisation de sa production s'avère

Concombre : une campagne plus difficile qu'en 2009



Source : Agreste

Melon : les prix sauvent la campagne



Source : Agreste

supérieure de 15 % à la moyenne 2006-2010, les prix à la production dépassant de 18 % les prix moyens des campagnes précédentes plombés par les années 2008 et 2009. La production, essentiellement localisée dans les bassins du Sud-Est et du Centre-Est, diminue par rapport aux années précédentes, à cause du recul des surfaces et d'une baisse des rendements, la majeure partie des melons étant produites en plein air.

Parmi les légumes d'été à cuire, la courgette continue sur sa lancée et tire son épingle du jeu, les résultats s'élevant de 12 % au-dessus des campagnes 2006-2010, avec des prix supérieurs de 9 %. Sa production dépasse d'environ 2 % celle des années précédentes, malgré un recul des surfaces, notamment dans le Nord. Sur les cinq premiers mois de campagne, la carotte pour le frais se valorise aussi nettement mieux sur le marché intérieur qu'au cours de la campagne 2010/2011 (+ 15 %) et aussi des précédentes sur la même période. Elle poursuit sa reprise avec des prix à la production dépassant de 7 % les prix moyens 2006-2010. Depuis la campagne 2007/2008, la production progresse de façon continue (+ 6 % par rapport à la moyenne 2006-2010), en lien étroit avec celle des surfaces.

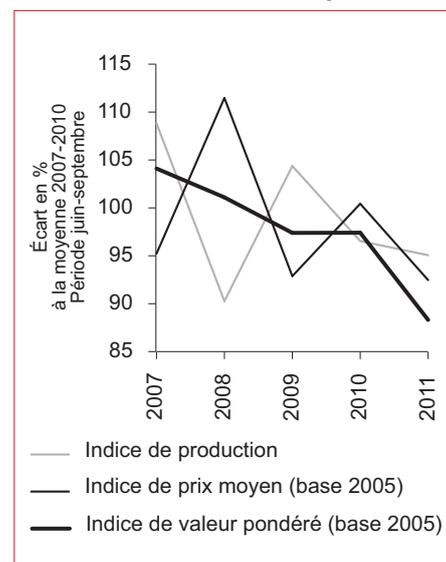
Fruits d'été : commercialisation particulièrement critique pour la pêche et la nectarine

En 2011, les prix à la production des fruits d'été à noyau, notamment ceux de la pêche et de l'abricot, sont inférieurs aux prix moyens des années 2006 à 2010, malgré des récoltes modérées en France et dans l'Union européenne. Sur les trois mois de juin, juillet et août, le volume disponible en abricot, pêche et poire d'été est de fait inférieur au volume moyen mis en marché au cours de ces années. Plusieurs facteurs ont contribué à freiner la consommation des produits français et importés, tout particulièrement les températures fraîches de l'été (*En 2011, les fruits d'été en crise, Fruits n° 2011/162, octobre 2011*). En 2011, le recul des surfaces par rapport aux moyennes 2006-2010 concerne tous les vergers de fruits d'été, et le plus fortement ceux de pêcheurs (- 12 %) et de cerisiers (- 10 %).

La valorisation de la pêche, nectarine et brugnion est particulièrement critique en 2011 (- 9 % par rapport à 2010 et - 12 % par rapport à la moyenne 2006-2010). L'apparente amélioration

du marché de la pêche en toute fin de campagne masque de fait une baisse des prix de 8 % par rapport aux prix déjà bas des années précédentes. La production diminue de 5 % par rapport à la moyenne 2006-2010, les surfaces diminuant quant à elles de 12 %. Pour l'abricot, la production est valorisée à

Pêche : année 2011 critique



Source : Agreste

En 2011, commercialisation satisfaisante pour la carotte, le melon et la courgette

	Période de calcul des indices	Indice de valeur		Indice de prix		Indice de production	
		Écart en % 2010 ou 2010/2011	Écart en % à la moyenne 2006-2010	Écart en % 2010 ou 2010/2011	Écart en % à la moyenne 2006-2010	Écart en % 2010 ou 2010/2011	Écart en % à la moyenne 2006-2010
Légumes							
Carotte en frais	mai-sept.	14,8	13,2	10,4	6,9	4,0	5,6
Melon	mai-sept.	3,6	15,0	9,7	17,9	- 5,5	- 3,4
Courgette	avril-sept.	2,5	12,0	0,0	9,3	2,5	2,2
Concombre	fév.-sept.	- 6,8	- 4,8	- 1,3	- 1,9	- 5,6	- 3,6
Tomate en frais	fév.-sept.	- 26,1	- 15,2	- 26,7	- 12,3	0,9	- 3,3
Poireau*	mai-sept.	- 7,7	- 22,4	- 1,7	- 6,6	- 6,1	- 16,7
Chou-fleur	juin-sept.	- 12,7	- 19,7	- 4,1	- 17,1	- 8,9	- 3,7
Fruits							
Fraise	mars-juillet	- 7,2	1,9	- 4,6	5,1	- 2,7	- 3,1
Pêche, nectarine et brugnion*	juin-sept.	- 9,3	- 11,7	- 7,9	- 7,5	- 1,5	- 4,9
Abricot*	juin-août	- 11,7	- 5,7	- 7,4	- 2,9	- 4,6	- 2,9

* Écart par rapport à la moyenne des 4 campagnes 2007/2008 à 2010/2011.

Source : Agreste

un niveau inférieur à celui de 2010. Le recul de la consommation est moins net que pour la pêche. La cerise a été déclarée en crise conjoncturelle dès le début de campagne, avec des prix inférieurs de 30 % à ceux de 2010 et de 18 % aux cours moyens 2006-2010 en mai. La production de cerise a été très affectée par la sécheresse de printemps et les précipitations de juin. Pour autant, la fin de campagne a été correcte grâce à la qualité de la production.

Comme les années précédentes, le marché de la fraise est plus favorable que pour les autres fruits. Sa commercialisation s'est faite à des prix à la production dépassant de 5 % les prix moyens 2006 à 2010, même s'ils affichent une baisse par rapport à la très bonne année 2010. Seule la fraise parmi les fruits d'été avait échappé au marasme de 2009. En 2011, la valorisation de la production dépasse de 2 % une année moyenne. Le marché de la fraise, fragilisé en cours de campagne par l'arrivée précoce des fruits d'été à noyau, a retrouvé son équilibre en fin de campagne. Les rendements sont plus limités qu'en 2011 : la production de l'ensemble de la campagne continue de diminuer par rapport aux années précédentes (- 3 %), malgré une légère reprise des surfaces de fraisiers depuis un an, après plusieurs années consécutives de baisse. Celles-ci restent néanmoins 5 % en deçà de la moyenne des années 2006 à 2010. La culture de la fraise continuerait de bénéficier du transfert de la culture de tomate.

Pomme et poire : productions d'été précoces et marchés peu actifs en début de campagne, à l'inverse de 2010

Pour la pomme et la poire, la campagne 2011/2012 se présente de façon inverse à celle de 2010/2011 qui avait affiché en septembre des prix à la production dépassant d'environ 15 % les prix moyens des cinq dernières campagnes pour chacune des espèces. En septembre 2011, les prix à la production sont au contraire inférieurs de 18 % aux prix moyens. Les productions 2011 de pomme et de poire augmen-

teraient respectivement de 2 % et de 4 % par rapport à 2010. Contrairement à la pomme, la production de la poire reste inférieure à la production moyenne (- 3 %). Les surfaces de production reculent comme pour les autres fruits, de 8 % pour les poiriers et de 5 % pour les pommiers. Leur stockage est précoce et, fin septembre 2011, les réserves de pomme et poire dépassent celles de septembre 2010, la précocité de la récolte expliquant l'essentiel de cette hausse (*Infos rapides Stocks pommes poires, octobre 2011*).

VINS

En 2011, la récolte de vins est plus abondante qu'une année moyenne. Toutefois, les stocks de début de campagne reculeraient globalement par rapport à 2010, et les disponibilités se situeraient autour des moyennes 2006-2010. La consommation des vins d'appellation progresse, et le commerce extérieur poursuit sa reprise, contribuant à soutenir les prix de cette catégorie de vins.

Une récolte 2011 plus abondante que la moyenne 2006-2010

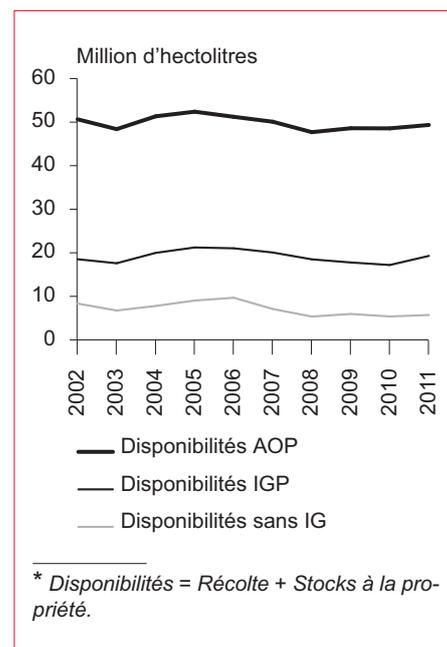
Selon les prévisions du SSP au 1^{er} octobre, la récolte totale de vins français est estimée à 50,2 millions d'hectolitres pour 2011. Elle serait en hausse de 11 % par rapport à 2010, et se situerait à un niveau supérieur de 7 % à la récolte moyenne des cinq dernières années. Elle ne dépasserait cependant pas les hauts niveaux de 2005 et 2006. La production augmenterait pour toutes les catégories de vins : elle atteindrait notamment 23,3 Mhl (+ 7 %) pour les vins d'appellation d'origine protégée (AOP) et 14,5 Mhl (+ 16 %) pour les vins à indication géographique protégée (IGP). La récolte de ces vins avait été particulièrement faible en 2010. Pour les vins destinés à la production d'eaux-de-vie d'appellation d'origine contrôlée (AOC) – Cognac et

Armagnac – la récolte 2011 dépasserait de 8 % celle de 2010, déjà abondante. La production des autres vins est estimée à 4 Mhl, 11 % au-dessus de la production moyenne des cinq dernières campagnes.

Les stocks de début de campagne 2011/2012 seraient en recul

Selon les estimations au 18 octobre de la direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI), les stocks à la production au début de la campagne 2011/2012 seraient plus bas qu'en 2010/2011 (- 2,9 %). Ils reculeraient de 3 % pour les vins AOP, et de 14 % pour les vins sans IG. Pour les vins IGP, les stocks augmenteraient de 2,6 %, la baisse pour les vins rouges et rosés (- 1,3 %) étant plus que compensée par une nette progression pour les vins blancs (+ 18 %). Les stocks de vins IGP étaient toutefois particulièrement bas au début de la campagne précédente.

Disponibilités* en légère hausse en 2011 mais inférieures aux niveaux de 2007



Sources : DGDDI (Douanes) - Stocks, Agreste - Production (estimations au 1^{er} octobre 2011 pour la récolte 2011)

De ce fait, pour toutes les catégories de vins, les disponibilités en début de campagne 2011/2012 auraient un niveau équivalent, voire plus faible, que le niveau moyen 2005-2010.

En 2010/2011, la consommation taxée des vins d'appellation progresses pour les vins AOP et IGP

Pour la campagne 2010/2011, les quantités de vins mis en circulation – ou consommation taxée – sont en hausse par rapport à la campagne précédente selon la DGDDI. Le cumul total de campagne, d'août 2010 à juillet 2011, s'élève à 30,8 Mhl (+ 6 %). Les volumes augmentent pour les vins AOP (+ 10 %, à 16 Mhl), plus encore pour les vins IGP (+ 14 % à 6,5 Mhl), mais reculent de 7 % pour les vins sans IG à 6,7 Mhl.

Commerce extérieur : la reprise continue en 2010/2011

Lors de la campagne 2010/2011, les exportations françaises de vins poursuivent la reprise initiée fin 2009 (*En 2011, les pays tiers sont le principal moteur de la reprise des exportations de vins, Viticulture n° 2011/160, octobre 2011*). Les volumes de vins AOP exportés progressent, tant pour les vins tranquilles (+ 9 % en un an) que pour les champagnes (+ 11 %). Comme en 2009/2010, la reprise demeure plus nette à destination des pays tiers (+ 20 % pour les AOP tranquilles et pour les champagnes) que vers l'Union européenne (+ 3 % pour les AOP tranquilles et + 5 % pour les champagnes). En valeur, les exportations totales de vins s'accroissent de 16 %, beaucoup plus dynamiques vers les pays tiers qu'à destination de l'Union européenne, grâce à une bonne tenue de la valeur des vins AOP tranquilles (+ 39 %) et des champagnes (+ 24 %). Pour les vins IGP et sans IG, les exportations progressent aussi par rapport à 2009/2010, à la fois en volume et en valeur, mais de façon moins marquée.

En août 2011, premier mois de la campagne 2011/2012, le commerce extérieur des vins français continue de se rétablir : les exportations, tant en volume qu'en valeur, dépassent les niveaux de 2010. Les volumes progressent de 15 % pour les vins AOP tranquilles, de 5 % pour les IGP et de 33 % pour les vins sans IG.

Vins IGP et sans IG : prix toujours hauts au début de la campagne 2011/2012

Pour les deux premiers mois de la campagne 2011/2012, le prix moyen des vins rouges et rosés – hors AOP – est en forte progression par rapport au début de campagne précédent. Pour les vins IGP, il est de 5,40 €/°hl (+ 18 %). Le prix moyen des vins rouges et rosés sans IG s'élève à 4,80 €/°hl (+ 25 %). En parallèle, les volumes de vins IGP et sans IG rouges et rosés vendus en août et septembre 2011 reculent nettement à la fois par rapport aux volumes déjà faibles de 2010 (– 31 % pour les IGP et – 7 % pour les vins sans IG), et par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes (– 56 % et – 39 %).

Pour les vins blancs, la situation est contrastée selon la catégorie de vins. Pour les vins IGP, le prix recule de 4 % par rapport au début de campagne 2010/2011, à 6,30 €/°hl. Pour les vins sans IG, il augmente de 35 %, à 3,90 €/°hl.

Vins AOP : les prix, en hausse en 2010/2011, pourraient rester à un bon niveau en 2011/2012

Parallèlement à la poursuite de la reprise du commerce extérieur en 2010/2011, les prix des vins AOP durant cette campagne ont été plus dynamiques qu'en 2009/2010 (+ 6,4 % en moyenne). Au début de la campagne 2011/2012, l'indice de prix à la production (Ippap) des vins d'appellation se situe très au-dessus (+ 14 %) de sa valeur de début de campagne

2010/2011. C'est le cas notamment pour les vins de Bourgogne, d'Alsace, de Côtes-du-Rhône et du Languedoc (au moins + 15 % par rapport à août 2010), plus modérément pour les vins de Bordeaux. Malgré une récolte en hausse, la poursuite de la relance du commerce extérieur, notamment en valeur, et un niveau moindre de stocks en début de campagne pourraient favoriser un maintien des prix des vins AOP lors de la campagne 2011/2012.

PRODUCTIONS ANIMALES

Les abattages de bovins sont abondants durant le premier semestre de 2011. Sur les huit premiers mois de l'année, la production ovine se redresse, bénéficiant d'une moindre pression des importations de viande ovine. La production porcine est en léger recul. Les abattages de volailles progressent, surtout ceux de poulets et de canards.

Pour l'ensemble des filières animales, le coût de l'alimentation poursuit sa croissance commencée au deuxième semestre de 2010, puis marque un palier à un haut niveau à partir d'avril. Les difficultés d'affouragement dues à la sécheresse ont rendu nécessaire un recours accru à une complémentation alimentaire des herbivores au printemps.

La consommation globale de viande se rétracte. La demande extérieure permet cependant d'assurer le débouché des productions bovine, porcine et de volailles, avec une amélioration des prix à la production (*IAA : la conjoncture reste favorable au deuxième trimestre 2011, Industries agroalimentaires n° 2011/158, octobre 2011*).

La production d'œufs chute, dans un contexte de surproduction et de forte baisse des prix à la production durant le premier semestre.

En 2011, la conjoncture laitière est particulièrement favorable, malgré la flambée du coût de l'aliment et la

sécheresse printanière : la revalorisation du prix du lait incite les éleveurs à accroître leur production.

Bovins : la demande à l'exportation tire les prix vers le haut

Sur la période de janvier à août, le prix à la production des gros bovins s'élève de 5 % par rapport à la même période de 2010. La hausse des cours est la plus marquée pour la vache de type laitier (O) (+ 8 %) et pour les jeunes bovins de type R (+ 8 %). Elle est de + 3 % pour la vache R (type allaitant).

Alors que la consommation de viande bovine suit une tendance à la baisse (- 1 % sur huit mois), cette amélioration des prix trouve sa source dans la forte demande extérieure adressée à l'Union européenne. Avec la baisse de l'approvisionnement mondial en provenance du Mercosur, des débouchés en viandes et en animaux vivants se développent dans les pays du pourtour de la Méditerranée, tels que le Liban ou le Maghreb. La Turquie ouvre son marché à la viande européenne, mais s'oriente dorénavant plutôt vers l'importation de bovins vivants (*Commerce extérieur d'animaux de boucherie : des marchés mondiaux favorables à la production française, Commerce extérieur agroalimentaire n° 2011/163, octobre 2011*).

Grâce à l'amélioration des prix à la production et du débouché vers l'exportation, les abattages sont importants depuis le début de l'année. En cumul sur neuf mois, ils sont supérieurs de 5 % à ceux de 2010 pour l'ensemble des gros bovins, atteignant 8 % pour les vaches. Ils dépassent de 8 % la moyenne des années 2006-2010. La hausse du coût de l'alimentation animale a favorisé l'approvisionnement abondant des abattoirs. La crainte d'un manque de fourrages à la suite de la sécheresse a eu en mai un court effet d'accélération des abattages.

Les importations françaises de viande bovine chutent de 11 % en cumul sur huit mois, alors que les exportations progressent de 19 %. Le solde traditionnellement négatif du commerce

extérieur de viande se réduit sur les huit premiers mois de l'année. Il est de - 26 000 tonnes-équivalent-carcasse (tec) en 2011, alors qu'il atteignait - 90 000 tec en 2010. Le solde commercial sur huit mois des gros bovins finis passe de + 77 000 têtes en 2010 à + 89 000 têtes en 2011 (*Le Mercosur, source dominante des importations européennes de viande bovine, Animaux de boucherie n° 2011/151, juin 2011*).

Les exportations de brouards se renforcent en 2011 par rapport au bas niveau de 2010. Elles atteignent 700 milliers de têtes (+ 10 % en cumul sur huit mois). La demande des engraisseurs italiens est prudente, à cause de la concurrence exercée par le commerce extérieur de viande et d'animaux finis, et du coût de l'alimentation. Les cours des animaux maigres ne sont entraînés vers le haut par ceux des animaux finis qu'à partir de fin juillet. Le prix à la production de bovins maigres baisse de 3,5 % en un an, en moyenne de janvier à août. Cependant les cotations du bétail maigre s'élèvent en août et septembre et dépassent celles de 2010, qui débutaient leur baisse saisonnière, augurant d'une amélioration pour l'automne.

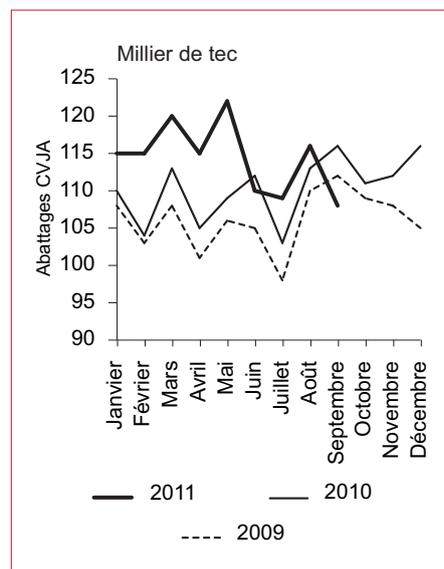
La production de veaux de boucherie est stable. Le cours progresse de 6 %.

En moyenne de janvier à août, le coût de l'aliment composé pour gros bovins s'élève en un an de 21 % et celui des produits d'allaitement des veaux de 15 %. Le besoin accru de complémentation dû au manque d'herbe du fait de la sécheresse en mai et juin se réduit ensuite avec la reprise de la pousse de l'herbe. Les pertes importantes du printemps ont été partiellement rattrapées par la production de l'été et de septembre. La bonne production de maïs fourrager compense en partie le manque d'herbe. Le recours à des achats de paille a été nécessaire dans certaines régions.

Ovins : offre réduite et hausse des prix

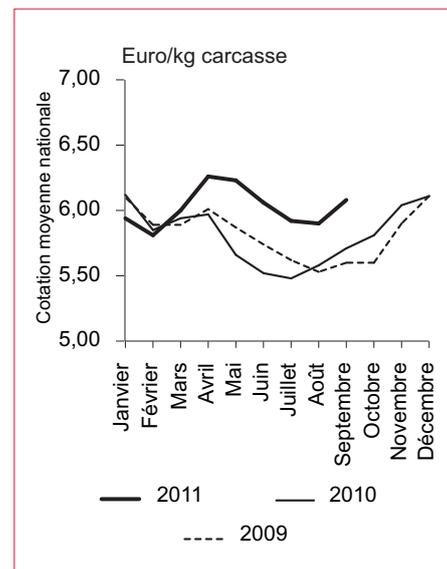
Les importations de viande ovine reculent de 9 % en cumul sur les huit premiers mois de l'année. Le recul est de - 7 % pour les importations en provenance du Royaume-Uni, et de - 2 % pour celles venant d'Irlande, déjà faibles en 2010. Ces deux pays ont limité leurs sorties par manque de disponibilités intérieures. Les importations de Nouvelle-Zélande chutent quant à elles de 20 %, à la suite du recul des abattements et de la réorientation de la production vers les marchés américains et asiatiques.

Importants abattements de gros bovins



Source : Agreste

Cours ferme de l'agneau



Source : FranceAgriMer

La production ovine française bénéficie de cette pression moindre des importations de viande. Elle s'accroît de 9 % par rapport à 2011, en cumul sur huit mois (2010 : stabilisation de la production ovine et baisse de la consommation, Animaux de boucherie n° 2011/142, mars 2011).

Bien que la consommation continue à décroître (- 3 %), la demande reste suffisamment soutenue par rapport à l'offre réduite pour que les prix se maintiennent à un bon niveau. La cotation moyenne nationale de l'agneau de janvier à septembre est de 6,01 € en 2011, supérieure de 5 % à celle de 2010.

Quoique d'une importance économique réduite, le commerce extérieur d'animaux vivants est dynamique. En cumul sur huit mois, les importations chutent de 31 % et les exportations augmentent de 21 %. Le solde commercial s'améliore, passant de 76 000 têtes en 2010 à 250 000 têtes.

Léger recul de la production porcine

En cumul sur huit mois, la production porcine se rétracte de 1 %, aussi bien par rapport à 2010 que par rapport à la moyenne des années 2006-2010.

La consommation de viande porcine se réduit aussi de 1 % sur les huit premiers mois. La demande extérieure des pays tiers soutient le marché français comme le marché européen. Les exportations françaises de viande porcine progressent de 1 %. Elles augmentent vers certains pays de l'est de l'Union européenne, tels que la Hongrie, la Bulgarie, la Pologne et la République tchèque, et vers les pays tiers (+ 13 %), parmi lesquels la Corée du Sud et surtout la Chine. Les importations de viande porcine diminuent (- 2 %), et le solde commercial des huit premiers mois de l'année s'améliore, passant de 57 000 tonnes-équivalent-carcasse à 72 000 tec. À l'inverse, le solde du commerce d'animaux vivants se rétracte, à la suite de la baisse des exportations (- 27 %).

Grâce à une bonne demande exté-

rieure en viande porcine et à une offre stabilisée, le cours du porc charcutier demeure de janvier à septembre au-dessus de son niveau de l'an dernier. Il s'élève fortement de mars à mai. Revenu en juin à un niveau plus proche de celui de l'an dernier, il s'y maintient depuis, sans marquer jusqu'en septembre de baisse saisonnière. Sur les neuf premiers mois de 2011, il augmente de 11 % par rapport à 2010.

Durant cette période, le coût moyen de l'aliment composé porcine s'élève de 37 %.

Les abattages de poulets et de canards progressent

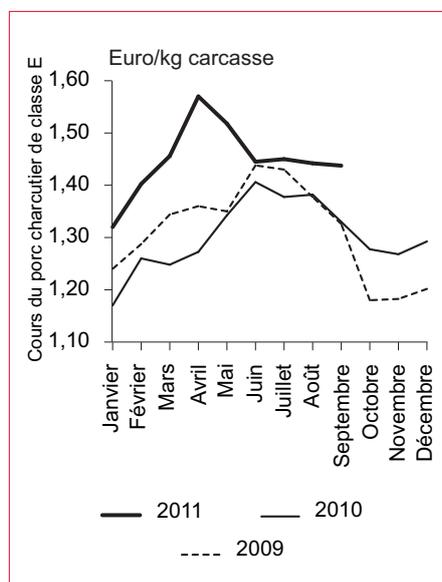
En cumul sur neuf mois, les abattages de volaille s'élèvent en tonnage de 2 % par rapport à 2010. Ils sont dynamiques pour le poulet (+ 4 %), les canards gras (+ 4 %) et les canards à rôti (+ 3 %). À l'inverse, les abattages de dindes continuent à diminuer (- 4 %) mais ils se stabilisent de juillet à septembre. À la suite de la reprise des mises en place de dindonneaux de février à avril (+ 14 %), la produc-

tion de dindes devrait se maintenir au deuxième semestre.

La consommation de volaille marque le pas : elle est stable durant le premier semestre par rapport à son niveau élevé de 2010. Ce tassement est à rapprocher de la hausse du prix à la production et du prix au détail de la volaille, liée à la répercussion des coûts de l'alimentation animale. En moyenne de janvier à août, le coût de l'aliment composé s'élève de 23 %, le prix à la production de la volaille de 17 %, et le prix à la consommation de 6,4 %.

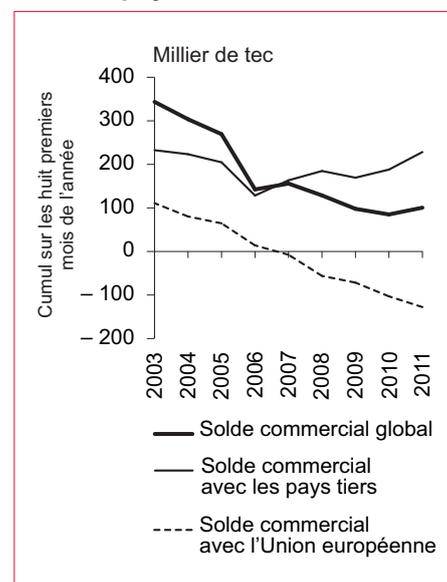
Les exportations de viande et préparations de poulet, qui représentent plus des trois quarts des exportations de viande et préparations de volaille, s'élèvent de 16 % en un an, en cumul sur huit mois. Elles sont supérieures de 29 % à la moyenne des années 2006-2010. Ces bons résultats reposent principalement sur les exportations de poulets vers le Moyen-Orient (Arabie Saoudite). En 2011, la croissance du solde commercial de viandes et préparations de volailles avec les pays tiers fait plus que compenser le creusement régulier de celui avec l'Union européenne.

Le cours du porc charcutier se maintient en 2011 au-dessus de celui de 2010



Source : Les Marchés

Le solde commercial de viandes et préparations de volaille de chair s'accroît grâce aux exportations vers les pays tiers



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

La production d'œufs fléchit

Le cours des œufs a chuté l'an dernier à partir d'avril, en réponse à une offre trop abondante. Il reste bas durant tout le premier semestre 2011. La moyenne de la cotation TNO de l'œuf de janvier à mai 2011 est de 4,79 € les cent. La cotation remonte à partir de juin, pour osciller de juillet à septembre autour de 7 €.

Le repli des mises en place de poulettes de ponte de janvier à juillet atteint - 27 % par rapport à 2010. Ce repli est lié aux conséquences de la directive de mise aux normes des cages de poules pondeuses à compter du 1^{er} janvier 2012. En effet, les éleveurs exécutent les travaux de mise aux normes de leurs bâtiments, arrêtant de produire ou réduisant leur activité. La production d'œufs, qui s'est déjà rétractée de 3,4 % en quantité durant le premier semestre, devrait poursuivre sa baisse durant le deuxième semestre.

La valeur des exportations d'œufs de consommation, cumulée de janvier à août, baisse de 28 % et celles des importations de 16 %. Le solde commercial se réduit à 2,8 millions d'euros, après 16,8 millions en 2010. Il est déficitaire vis-à-vis de l'Union européenne (- 11,9 millions d'euros, contre + 0,3 million d'euros en 2010) mais il demeure excédentaire avec les pays tiers (+ 14,7 millions d'euros).

Le solde du commerce extérieur d'ovoproduits alimentaires sur les huit mois devient déficitaire en quantité mais il reste positif en valeur (+ 17 millions d'euros).

Progression marquée de la collecte laitière

En 2011, la conjoncture laitière est assez favorable : la hausse des cours des produits laitiers industriels sur le marché mondial se répercute sur l'ensemble des marchés et sur le prix du lait standard, incitant à la production. Cependant, le coût de l'alimentation animale s'envole et la sécheresse printanière a fortement limité la pousse de

l'herbe, provoquant le ralentissement de la collecte laitière en mai et juin.

Amorcée en avril 2010, la reprise du prix du lait se poursuit sur les huit premiers mois de 2011 (+ 11 % par rapport à 2010). La hausse sur un an ralentit à partir de juillet 2011, le niveau de prix s'étant déjà fortement relevé en juillet 2010. Cette revalorisation du lait est permise par celle des produits laitiers industriels – beurre et poudres de lait – sur le marché mondial et communautaire. Le prix des produits de grande consommation, moins lié au marché mondial, augmente légèrement.

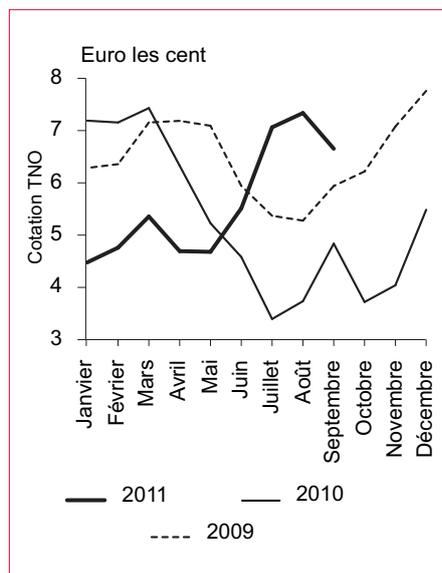
Dans un contexte de hausse du prix du lait, les éleveurs accroissent leur production au cours des huit premiers mois de l'année 2011 (+ 6 % par rapport à 2010). L'impact de la sécheresse printanière a été limité : les pluies de l'été ont favorisé la repousse de l'herbe. Ralentie en mai et juin, la collecte laitière se reprend ainsi en juillet (+ 9 % par rapport à juillet 2010) et août (+ 10 %) (*La collecte de lait de vache reste dynamique, Infos rapides Lait, octobre 2011*). Selon les premières estimations de FranceAgriMer, la collecte laitière resterait dynamique en septembre (+ 3 % par rapport au niveau déjà élevé de septembre 2010). D'avril à

août 2011, la sous-réalisation par rapport au quota national s'est déjà réduite de plus de moitié par rapport à 2010. Dans le même temps, le quota a été réévalué de + 1 % pour la campagne 2011/2012.

En dépit de la flambée du coût de l'alimentation animale, les achats d'aliments composés pour vaches laitières progressent, permettant aux éleveurs d'accroître leur rendement. Par ailleurs, entre mai 2010 et mai 2011, la tendance à la baisse de l'effectif du troupeau laitier ralentit et le nombre de génisses laitières de plus de deux ans destinées au renouvellement du troupeau progresse.

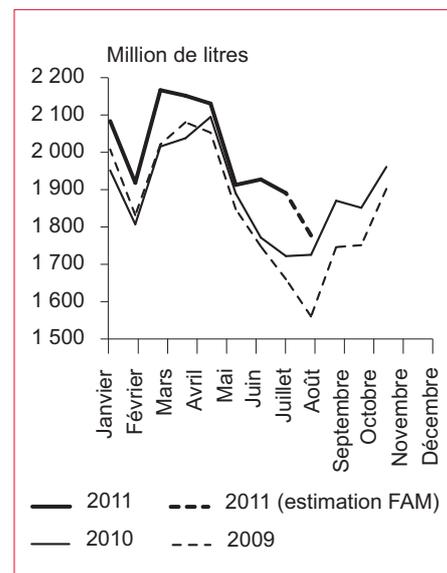
Stimulées par une collecte laitière dynamique, les fabrications de produits laitiers, industriels comme de grande consommation, s'accroissent. En cumul sur les huit premiers mois de 2011, la hausse est plus nette pour les produits laitiers industriels : + 7 % pour le beurre et + 18 % pour le lait écrémé, contre + 3 % pour les produits laitiers frais et + 2,2 % pour les fromages (*Les fabrications françaises de produits laitiers s'adaptent à la hausse de la demande européenne et mondiale, Lait n° 2011/155, juillet 2011*).

Le cours des œufs est bas durant le premier semestre



Source : Les Marchés - Le Petit Meunier

Impact limité de la sécheresse sur le niveau élevé de la collecte de lait



Source : Enquête mensuelle laitière unifiée - FranceAgriMer/SSP

Par ailleurs, les produits laitiers trouvent davantage de débouchés hors de France : la demande extérieure en produits laitiers industriels et de grande consommation est soutenue. Stimulé par la hausse de la valorisation et de la demande sur les marchés extérieurs, l'excédent commercial de l'ensemble des produits laitiers s'apprécie de 10 % sur les huit premiers mois de 2011.

mais pas pour 2011. L'Ipampa du fioul domestique, qui n'intègre ce remboursement que pour 2010, présente une hausse de 36 % sur les huit premiers mois de 2011.

Comme en 2009 et 2010, la hausse des prix de l'essence et du gazole, plus taxés, est de ce fait moins marquée que celle du fioul domestique.

Hausse des dépenses en engrais au cours de la campagne 2010/2011

INTRANTS

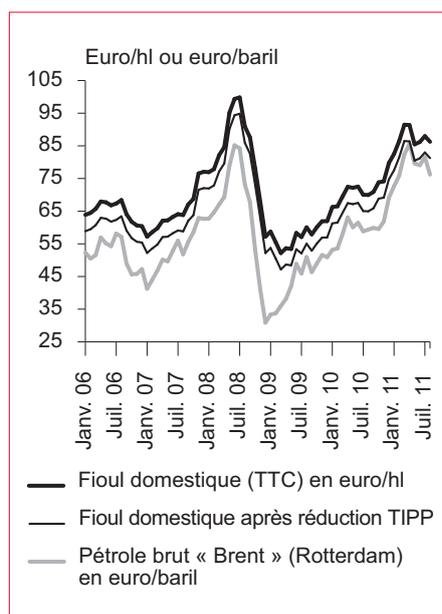
Le prix d'achat des biens et services de consommation courante, mesuré par l'indice des prix d'achat des matières premières agricoles (Ipampa), poursuit son envolée jusqu'en mars 2011, sous l'effet du renchérissement de l'énergie, des engrais et des aliments pour animaux. Entre avril et août 2011, cette envolée se tasse : les prix se stabilisent à un niveau proche de la précédente flambée de 2008. Sur les huit premiers mois de 2011, le coût de l'ensemble des moyens de production agricole augmente ainsi de 10 % par rapport à 2010, impactant particulièrement les exploitations hors-sol.

Flambée du prix de l'énergie

L'envolée du prix d'achat des énergies et lubrifiants amorcée en mai 2009 dans le sillage du cours du pétrole se poursuit jusqu'en avril 2011. Après un repli marqué entre avril et mai, les prix se stabilisent à un niveau élevé entre mai et août 2011.

Fortement tributaire du prix du pétrole, le prix de gros du fioul domestique, principal produit pétrolier utilisé par les agriculteurs, s'accroît de manière marquée par rapport à 2010 (+ 25 % sur les huit premiers mois de 2011). Depuis juillet 2004, les agriculteurs bénéficient d'un remboursement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) pour leurs achats de fioul domestique. S'élevant à 5 €/hl, ce remboursement est effectif pour 2010,

Le prix du fioul domestique se replie légèrement entre avril et août 2011



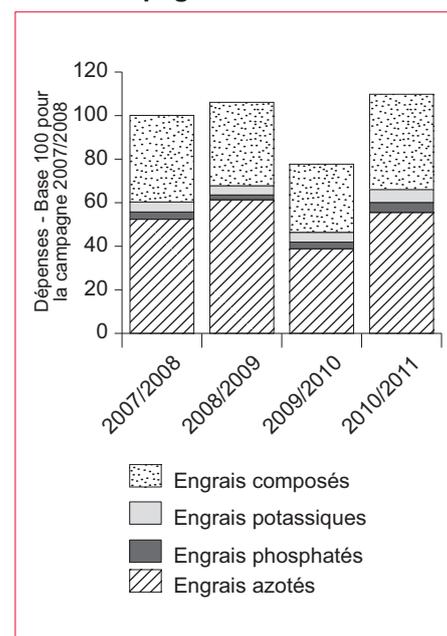
Sources : Insee, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie

La reprise des livraisons d'engrais à l'agriculture, en quantité d'éléments fertilisants, se poursuit, favorisée par la hausse de la valorisation des produits agricoles. Au cours de la campagne 2010/2011, les livraisons d'engrais azotés augmentent de 13 %. Les livraisons de phosphates et de potasse progressent de respectivement 28 % et 44 %. Pour autant, elles demeurent inférieures à celles de la campagne 2007/2008, précédant la forte restriction initiée au cours de la campagne 2008/2009.

Le prix des produits de protection des cultures diminue légèrement

Après un recul marqué sur la campagne 2009/2010, le chiffre d'affaires des produits de protection des cultures, établi par l'Union des industries de la protection des plantes (UIPP), se stabilise au cours des deux premiers trimestres de la campagne 2010/2011. Le chiffre d'affaires des insecticides augmente de 4 %, en lien avec des températures élevées favorables au développement des ravageurs. Celui des herbicides

Les dépenses consacrées aux engrais augmentent fortement sur la campagne 2010/2011



Sources : Unifa, SSP

progresses de 2 %, en relation avec une augmentation des surfaces cultivées et d'une revalorisation des produits agricoles. En revanche, le chiffre d'affaires des fongicides se rétracte de 2 %. Cette stabilisation du chiffre d'affaires est favorisée par des prix en léger recul.

Le coût de l'alimentation animale augmente fortement en 2011

En cumul sur huit mois, la production d'aliments composés par les fabricants d'aliments du bétail est stable. Cette stabilité résulte de mouvements contraires selon les animaux destinataires.

La production pour bovins augmente de 2 %. Un creux en avril, lié à la mise en herbe précoce, est suivi d'une augmentation de la production en mai et juin, en liaison avec un besoin accru de complémentation du fait du manque d'herbe causé par la sécheresse. À la suite des pluies de juillet et de la reprise de la pousse d'herbe, le besoin de complémentation diminue et la production reprend son profil saisonnier habituel. Les aliments pour ovins-caprins suivent une évolution semblable.

La production d'aliments pour volailles progresse de 1 % sur les huit premiers mois sous l'impulsion des aliments pour poulets et pour palmipèdes (+ 3 %), les autres secteurs régressant.

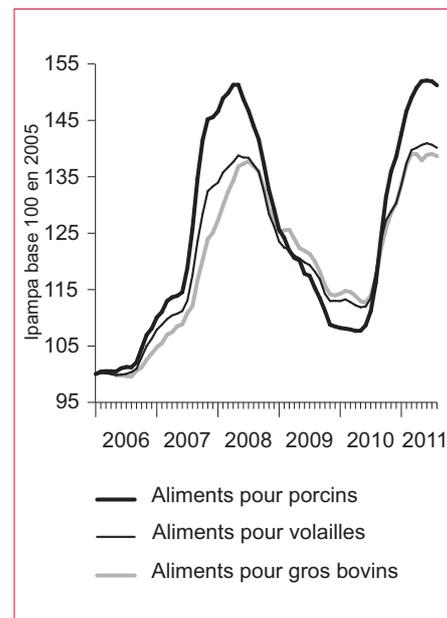
Après deux années de baisse sensible, la production d'aliments pour porcins tend à se stabiliser (- 0,6 %). Elle est cependant inférieure de 7 % à la moyenne des années 2006-2010.

Les prix d'achat de l'alimentation animale subissent une forte hausse en 2011. Ils répercutent la flambée des prix des matières premières agricoles qui a commencé au milieu de 2010. Que ce soit pour les aliments simples ou les aliments composés, les prix d'achat se stabilisent à partir du deuxième trimestre à un niveau légèrement supérieur à celui atteint à la suite de la précédente flambée des prix en 2007/2008.

En moyenne de janvier à août, les prix d'achat des aliments simples s'élèvent de 19 %, la hausse des prix des céréales étant tempérée par celle des tourteaux. La hausse des prix d'achat de l'ensemble des aliments composés est de 26 %. Variant selon la composition du produit, elle atteint 21 % pour les aliments gros bovins et ovins-caprins,

plus riches en protéines, 23 % pour les aliments volailles et 37 % pour les aliments porcins.■

Forte hausse des prix d'achat des aliments composés en 2011



Sources : Insee, Agreste

Retour GRANDES CULTURES

2011, une année climatique contrastée

Le printemps exceptionnellement chaud et sec, au-delà du précédent record de 1976, a favorisé la précocité des productions mais surtout hypothéqué le potentiel de production des grandes cultures et des prairies sur la majeure partie du pays, seule la région méditerranéenne étant épargnée. Contrairement à 1976, l'été qui a suivi a été pluvieux, tempérant les effets de la sécheresse printanière. Les dégâts sur grandes cultures d'hiver et de printemps ont été limités et l'année aura été plutôt favorable pour les cultures d'été comme le maïs. La pousse de l'herbe, bien que restant très affectée dans certaines zones, a connu en règle générale des rattrapages significatifs. En revanche, l'été pluvieux s'est révélé défavorable à la consommation des fruits et légumes d'été.

Le climat de l'année 2011 a été atypique sur la majeure partie du territoire. Il a débuté avec un printemps exceptionnellement chaud et sec, qui a accéléré la pousse des cultures, mais aussi handicapé certaines d'entre elles. L'été qui a suivi a été pluvieux, ce qui a tempéré les effets de ces handicaps mais aussi nui à la consommation des produits de saison.

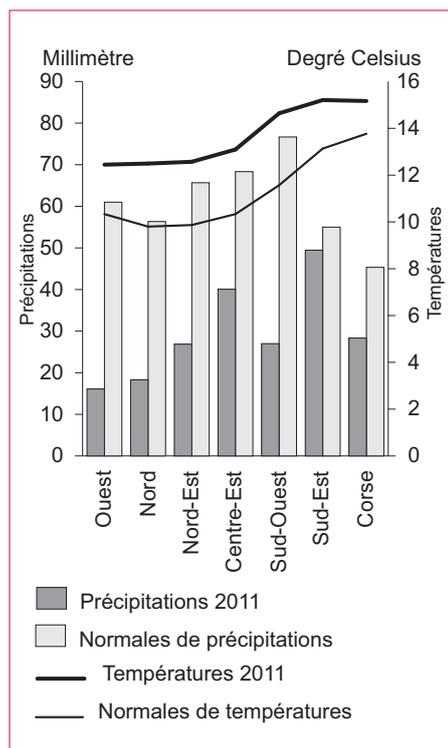
Un printemps exceptionnellement chaud et sec hypothèque la production des grandes cultures et des prairies

Le printemps 2011 s'est avéré plus sec que celui de 1976 avec un

cumul de précipitations de mars à mai déficitaire de 52 % par rapport aux normales saisonnières 1970-2000. Cette sécheresse s'est accompagnée de températures relativement élevées (+ 2,5 °C par rapport aux normales saisonnières et + 3 °C par rapport à 1976). C'est le printemps le plus chaud depuis le début du xx^e siècle, réchauffement climatique oblige, et le plus sec des cinquante dernières années. La quasi-totalité du pays est concernée, avec quelques nuances toutefois : les déficits sont plus marqués dans le nord et l'ouest du pays et la zone méditerranéenne a été relativement épargnée.

Les réserves superficielles des sols étant, comme tous les ans fin février, rechargées à l'issue de l'hiver, les températures élevées ont dans un premier temps favorisé le développement des cultures en place : la pousse des prairies a été particulièrement précoce, la plupart des cultures, et notamment les vergers ont pris une avance sensible. C'est ainsi que 37 % de la production d'abricot a été commercialisée en juin contre 22 % en 2010 et 19 % pour la pêche contre 12 % en 2010. L'avance par rapport à la moyenne 2006-2010 est en revanche peu sensible.

Un printemps exceptionnellement chaud et sec hors de la zone méditerranéenne



Source : Météo-France - Période du 1^{er} mars au 30 mai - Normales 1971-2000

Dans un second temps, la faiblesse des précipitations, conjuguée aux températures élevées, a rapidement vidé les réserves superficielles des sols, hypothéquant les potentiels de rendements des grandes cultures et stoppant la pousse des prairies.

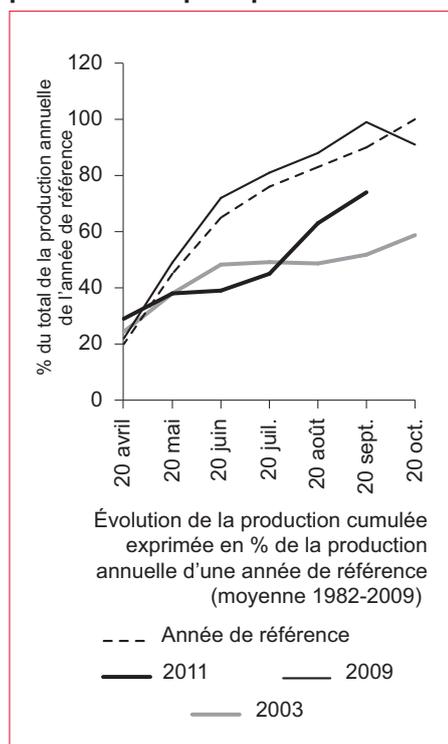
Un été pluvieux tempère la sécheresse printanière

Contrairement à ce qui s'était produit en 1976 où la sécheresse avait perduré, le mois de juin 2011 est marqué par le retour à la normale des précipitations. La tendance s'accroît en juillet et août (respectivement 170 % et 130 % des précipitations d'une année normale). Cela limite sensiblement les dégâts pour les rendements des céréales à paille d'hiver dont le remplissage des grains peut se faire dans d'assez bonnes conditions. Les colzas ne sont pas du tout affectés. Finalement seules les cultures « de printemps » implantées en mars telles

que les orges de printemps et pois protéagineux connaissent de fortes chutes de rendements par rapport à une année moyenne (respectivement - 17 % et - 18 %). Les blés tendres, constitués quasi-intégralement de variétés d'hiver, observent une baisse de 5 %. Le colza, essentiellement d'hiver lui aussi, progresse de 6 %.

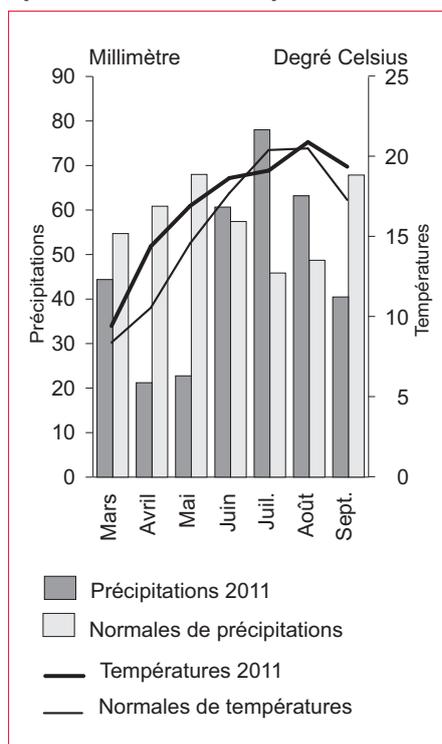
Les cultures d'été, tels que les maïs et les tournesols, implantées autour du 1^{er} mai, ont quant à elles bénéficié de conditions franchement favorables à partir du moment où les levées n'ont pas été compromises par la sécheresse initiale. La faible couverture du sol de ces cultures au printemps a limité l'évapotranspiration ; et la période critique vis-à-vis du déficit hydrique, en juillet et août, a bénéficié de fortes pluies. Les rendements en maïs progresseraient de 7 % par rapport à une année moyenne, de même que ceux de tournesol.

La pousse des prairies rapidement stoppée après un démarrage précoce ne repart qu'en août



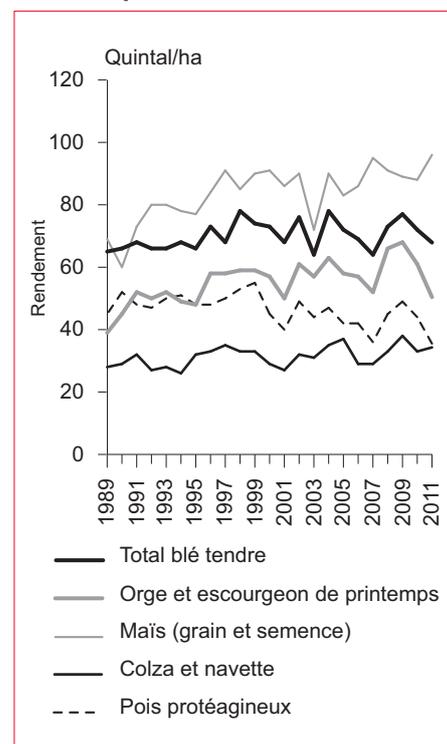
Sources : Isop - Agreste, Inra, Météo-France

Un été frais et humide après la sécheresse printanière



Source : Météo-France - Moyennes nationales

Les rendements en maïs et colza tirent leur épingle du jeu, le blé limite les dégâts, les orges et pois de printemps sont les plus touchés



Source : Agreste

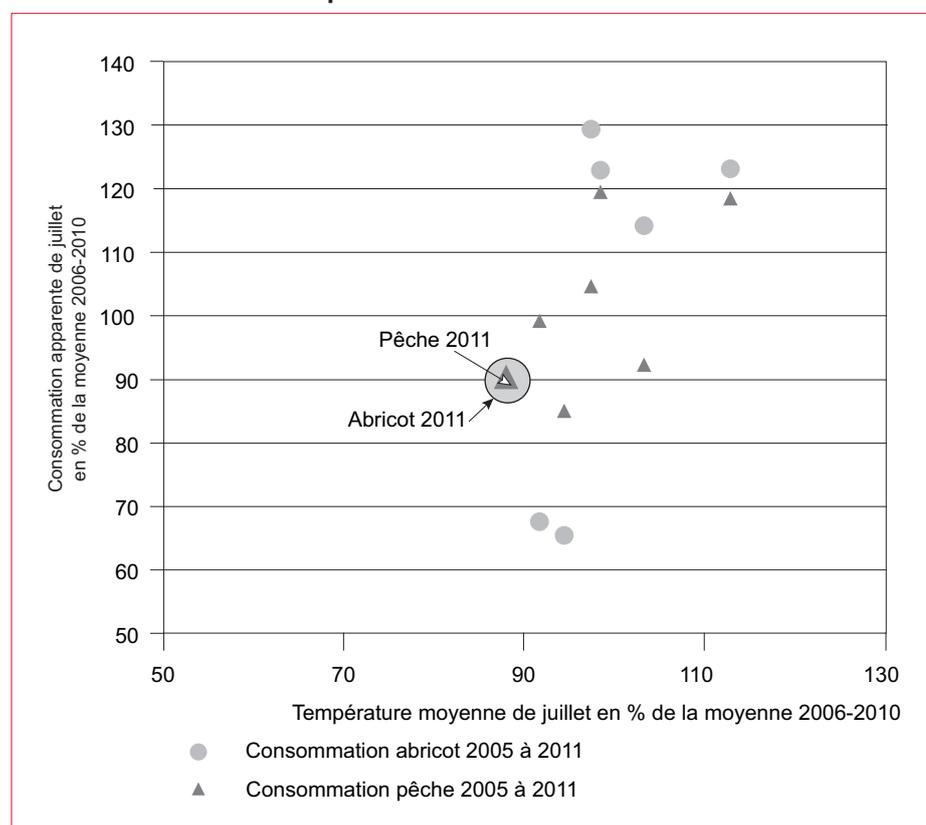
Ce rétablissement de la situation s'accompagne toutefois de fortes hétérogénéités, liées à celles de la pluviométrie et de la profondeur des sols. L'évolution des rendements en blé tendre par rapport à la moyenne 2006-2010 va de - 20 % pour la région Poitou-Charentes à + 6 % pour le Nord-Pas-de-Calais. Pour les maïs, parmi les régions ayant une production significative, seule Poitou-Charentes connaît des rendements en recul (- 9 %). Les plus fortes progressions sont celles de l'Aquitaine et l'Alsace.

Pour les prairies, la situation évolue de façon plus nuancée. La reprise de la pousse de l'herbe devient significative seulement fin juillet et soutenue jusqu'en septembre, selon l'indicateur Isop. Fin juin, le déficit de la production d'herbe de printemps - cumulée depuis le début de l'année - atteint 38 %, selon la synthèse sur la production de printemps du Service de la statistique et de la prospective (SSP). Il varie entre - 20 % et - 50 %, en dehors de la zone méditerranéenne relativement épargnée. Dans beaucoup de régions, cela a limité les possibilités de constitution de stocks.

Parfois même, l'utilisation de stocks pour compenser l'absence d'herbe au pâturage a été nécessaire au plus fort de la sécheresse en mai.

La reprise de la pousse de l'herbe a aplani ces difficultés, sans toutefois compenser, quantitativement et qualitativement, les pertes du printemps qui représente habituellement la part la plus importante de la production annuelle, avec près des deux tiers. Au 20 septembre, l'indicateur Isop est de 82 % : cela signifie que la production cumulée depuis le début 2011 représente 82 % de la pousse à la même date lors d'une année normale. Sous hypothèse d'une pousse normale entre le 20 septembre et le 20 octobre, le déficit de la pousse annuelle totale serait de 16 %, avec toutefois des variations régionales importantes (de + 10 % à - 37 %).

Les faibles températures de juillet ont particulièrement pesé sur la consommation de pêche



Un temps froid et humide peu favorable à la demande des fruits et légumes d'été à consommer crus

La fraîcheur de juillet et, à un moindre degré, le temps relativement pluvieux de juin et août se sont avérés défavorables à la consommation des fruits et légumes d'été, tels que tomate, concombre, pêche et abricot. La consommation apparente - Production + Importations - Exportations - est parmi les plus faibles de ces dernières années en juillet, malgré des prix à la consommation plutôt favorables, inférieurs aux prix moyens de juillet. Les prix de la pêche à la consommation sont ainsi inférieurs de 4 % à ceux de la moyenne 2006-2010 des mois de juillet, mais la consommation apparente, que cela devrait favoriser toutes choses égales par ailleurs, est inférieure de 9 % à la moyenne des mois de juillet.

Sources : Météo-France, Agreste

Sources et méthodologie

Données climatiques

L'ensemble des données de températures et de précipitations proviennent de Météo France.

Les données régionales correspondent à la moyenne des températures et précipitations relevées quotidiennement sur plusieurs stations météo de la région. La liste des stations par région est la suivante :

Ouest : Brest, Rennes, Caen, Nantes, Angers

Nord : Le Bourget, Lille, Reims, Rouen, Orléans, Auxerre

Nord-Est : Strasbourg, Nancy, Bâle-Mulhouse, Besançon

Centre-Est : Lyon, Dijon, Grenoble, Clermont-Ferrand

Sud-Ouest : Bordeaux, Toulouse, Gourdon, Mt de Marsan, Cognac, Limoges

Sud-Est : Perpignan, Montpellier, Orange, Marignane, Nice, Saint-Auban

Corse : Cap Corse, Île Rousse, Ajaccio, Pertusato

Les normales saisonnières sont les moyennes sur la période 1971-2000 des hauteurs de précipitations et des températures moyennes mensuelles.

Informations et suivi objectif des prairies (Isop)

Le système Isop – Informations et Suivi Objectif des Prairies - fournit des estimations de rendement des prairies temporaires et permanentes productives à l'échelle de la région fourragère à partir d'un modèle de simulation (STICS-Prairies). Il est opérationnel sur la France métropolitaine. Le système Isop calcule les quantités de matière sèche cumulée par hectare au pas de temps journalier sur chaque région fourragère. Les simulations sont effectuées lorsqu'un type de prairies donné – permanentes ou temporaires – couvre plus de 7 000 hectares par région fourragère et 2 000 ha pour les départements du pourtour méditerranéen quelle que soit l'altitude. Les prairies productives situées au-dessus de 1 000 mètres peuvent parfois être moins bien représentées à l'échelle des régions fourragères. Les résultats de simulation sont extraits au 20 de chaque mois par région fourragère, entre mars et octobre, sous forme d'un rapport à la normale correspondant à la moyenne calculée sur la période 1982-2009. À partir de 2007, une nouvelle version d'Isop a été développée. Elle intègre de nouvelles données météorologiques permettant de prendre en compte des événements climatiques plus localisés. En 2010, les simulations ont été étendues aux départements du pourtour méditerranéen. Les rendements de référence sont à présent calculés sur une période de 28 années de 1982 à 2009 (1982 à 2006 dans l'ancienne version). Isop est le fruit d'une étroite collaboration entre Météo-France, l'Inra et le SSP.

Données Grandes cultures

Les données de la conjoncture Grandes cultures sont des données annuelles. Les estimations de surfaces et de rendement sont fournies par les services déconcentrés de la statistique agricole en fonction de l'avancement du calendrier agricole. Elles sont établies à dire d'experts et à partir des premiers résultats des enquêtes objectives sur l'utilisation du territoire (observation directe de 320 000 points) et les rendements (interrogation de 13 000 exploitants sur les rendements moyens constatés après récolte).

Calendrier de production des grandes cultures

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Blé tendre d'hiver												
Blé tendre de printemps												
Blé dur d'hiver												
Blé dur de printemps Nord de la Loire												
Blé dur de printemps Sud de la Loire												
Orge, escourgeon d'hiver												
Orge, esc. de printemps Nord de la Loire												
Orge, esc. de printemps Sud de la Loire												
Avoine d'hiver												
Avoine de printemps												
Seigle												
Triticale												
Maïs												
Sorgho												
Riz												
Colza d'hiver Bassin parisien												
Colza d'hiver Sud-Ouest												
Colza de printemps												
Tournesol												
Soja												
Féveroles												
Pois secs Nord												
Pois secs Sud												
Lupin doux												
Betterave												
Pomme de terre												

Semis 

Récolte 

Pour en savoir plus

- les publications Agreste dans l'espace Conjoncture
- les données chiffrées dans les Données en ligne

Climatologie

■ Publications Agreste :

- « L'été se prolonge sous un ciel sans nuages », Infos rapides Climatologie, octobre 2011
- « Août 2011, des températures supérieures à la moyenne », Infos rapides Climatologie, septembre 2011
- « Un mois de juillet frais et pluvieux », Infos rapides Climatologie, août 2011
- « La pluie est enfin au rendez-vous », Infos rapides Climatologie, juillet 2011
- « Un mois de mai chaud et particulièrement sec », Infos rapides Climatologie, juin 2011
- « Un mois d'avril exceptionnellement chaud, sec et ensoleillé », Infos rapides Climatologie, mai 2011
- « Les précipitations tardent à venir », Infos rapides Climatologie, avril 2011
- « Le manque d'eau s'accroît en février », Infos rapides Climatologie, mars 2011
- « Un mois de janvier en manque d'eau », Infos rapides Climatologie, février 2011

- les données chiffrées dans la rubrique Climatologie du Bulletin disponible sur l'espace Conjoncture : www.agreste.agriculture.gouv.fr/conjoncture/le-bulletin/

Prairies et grandes cultures

■ Publications Agreste :

- « Les prairies vues par Isop en septembre 2011 », Infos rapides Prairies, septembre 2011
 - « Les conditions climatiques ont favorisé les rendements des cultures d'été », Infos rapides Grandes cultures et fourrages, octobre 2011
 - « Informations et Suivi Objectif des Prairies - guide d'utilisation », Chiffres et Données Agriculture n° 134, mars 2001
 - « Les prairies en 1998 », Chiffres et Données Agriculture n° 128, décembre 2000
- dans l'espace « Données en ligne » du site Agreste de la statistique agricole :
 - les données historiques (jusqu'à N-1) concernant la production et les surfaces des prairies dans la rubrique « Statistique agricole annuelle »
 - pour l'année N, les données sur les grandes cultures, y compris le maïs fourrage, dans la rubrique « Conjoncture agricole » sous le thème « Grandes cultures et fourrages »

PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Légumes

Synthèses octobre-novembre n° 2011/161

[Retour LÉGUMES ET FRUITS](#)

En 2011, cumul des difficultés dans la commercialisation des légumes d'été

La campagne de commercialisation des légumes d'été a été impactée à la fois par des conditions climatiques atypiques, avec un printemps estival et un été plutôt automnal et par la crise liée à la bactérie E-Coli. Les légumes d'été à consommer plutôt crus comme le melon, la tomate et le concombre ont été fortement marqués par cette crise au mois de juin. Leur consommation a ensuite également été pénalisée par le temps frais qui a sévi en juillet. La précocité des produits d'été a été également un élément perturbateur pour cette campagne, entraînant des problèmes de concurrence, entre les différentes provenances nationale et internationale. Dans ce contexte de difficultés consécutives, les niveaux de prix sont restés bas pour ne se ressaisir que tardivement au mois d'août.

Une campagne contrastée entre légumes à cuire et à consommer crus

La campagne de commercialisation des légumes d'été 2011 est finalement diversement orientée : d'un côté les légumes dits à consommer cuit, de l'autre les légumes dits à consommer cru. Les premiers tirent leur épingle du jeu bénéficiant à la fois d'un probable report de consommation dû à la crise de l'E-Coli et d'une météo maussade durant les mois d'été qui permettent aux prix de se maintenir globalement dans la moyenne 2006-2010. Les autres, comme la tomate ou encore le

melon, ont cumulé les difficultés à l'image de celles du concombre : une précocité des récoltes provoquant de vives concurrences entre produits et entre zones géographiques, un consommateur qui se détourne des produits pour cause de suspicion durant la crise de l'E-Coli, et enfin un temps d'été médiocre peu favorable à la consommation de ces produits. Les prix ont été bas notamment en juin. En septembre, avec le retour de températures plus clémentes et le recul des productions, les prix se redressent. Pour ces produits, la commercialisation restera décevante, les cours trop tardivement haussiers.

2011, le marché du concombre s'améliore en fin de campagne

Malgré une production de concombre français estimée en baisse (- 5 %) par rapport à la campagne précédente, la commercialisation de ce produit dès l'arrivée des premiers volumes sera compliquée. De fait, le disponible sur le marché – Production + Importations – Exportations – est supérieur en moyenne de 15 % par rapport au disponible moyen des cinq dernières années. Fortement concurrencé par l'offre européenne et face à une demande faible, des concessions de prix sont rapidement opérées. De fait,

du mois de février au mois de mai, les produits importés sont en augmentation de plus de 20 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années et par rapport à l'an passé. Les prix demeurent bas même si les premiers jours ensoleillés en avril activeront un temps la demande permettant une remontée ponctuelle des prix. Les températures estivales des mois d'avril et mai ont largement favorisé la pousse des végétaux provoquant des arrivées précoces et brutales des légumes d'été avec comme conséquence des télécopages entre les différents bassins de production en France et hors frontières. Durant cette période, la consommation a été globalement bonne, dopée par le beau temps.

C'est dans ce contexte que la grave crise du concombre arrive. Ainsi, souvent assimilé à son homologue espagnol tenu responsable dans un premier temps de la crise, le concombre français a été particulièrement touché, déséquilibrant un peu plus un marché déjà fragile. En juin, la commercialisation de ce légume sera même durant quelques jours quasiment arrêtée. Le coup de frein sur les importations (- 60 % par rapport à la moyenne 2006-2010 du même mois) réduira nettement l'offre sur le marché. Pour autant, les prix resteront bas. Tous les bassins de production sont touchés par cette crise, des arrachages précoces ont lieu et le potentiel de la plante est volontairement limité pour faire face à la déstabilisation durable du marché. Ainsi le potentiel de récolte a été nettement limité aux mois de juin et de juillet, respectivement - 16 % et - 9 % par rapport au potentiel prévu en début de campagne. Malgré les démentis officiels, la confiance endommagée à tort ne reviendra que tardivement dans la saison. En effet, en juillet, le marché reste difficile, les températures automnales ne favorisant pas la consommation.

Au mois d'août, le marché s'améliore grâce à un meilleur équilibre entre l'offre et la demande. La consommation dynamisée par un retour à des températures plus élevées sera suffisante face aux volumes et permettra aux cours de se hisser quasiment au niveau de ceux de l'an passé. En septembre, ils seront supérieurs à ceux de

la moyenne 2006-2010 (+ 12 %). Si cette campagne se termine plutôt positivement, il n'en reste pas moins que sur l'ensemble, la campagne 2011 du concombre est décevante. Durant cette période, le consommateur méfiant a semblé se replier vers les légumes d'été plutôt à cuire comme la courgette ou les premières carottes.

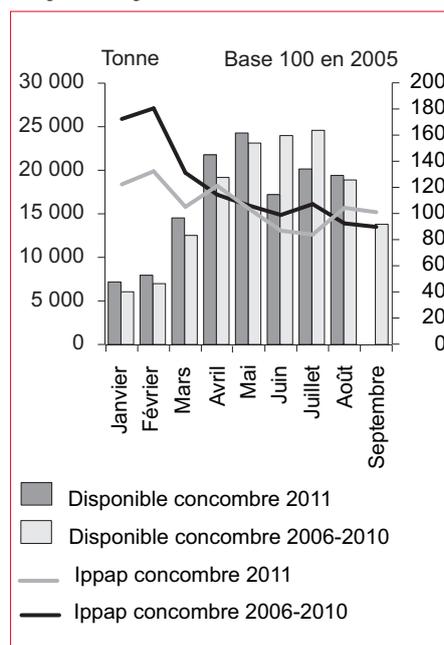
Courgette : une campagne 2011 globalement satisfaisante malgré un début délicat

La production de courgette pour la campagne 2011, estimée en hausse de 2 %, a été dopée par les fortes chaleurs du printemps. Les volumes de plein champ arrivent ainsi précocement sur les étals des marchés. Les volumes récoltés sont supérieurs d'environ 10 % par rapport à ceux de l'an passé aux mois de mai et juin. Cet apport rapide de courgettes déstabilise en mai un marché déjà fragilisé par la concurrence habituelle des courgettes importées et par des températures de début de printemps peu profitables à ce légume à cuire. La courgette en mai sera déclarée en crise conjoncturelle. Malgré un disponible sur le marché

inférieur à la moyenne 2006-2010, les importations sont pourtant plus limitées avec une baisse de 10 % au mois de mai. En juin, les importations en courgette sont en nette diminution (- 33 % par rapport à la moyenne 2006-2010). Cette forte diminution est probablement en lien avec la crise de l'E-Coli qui semble s'étendre à de nombreux produits d'importation.

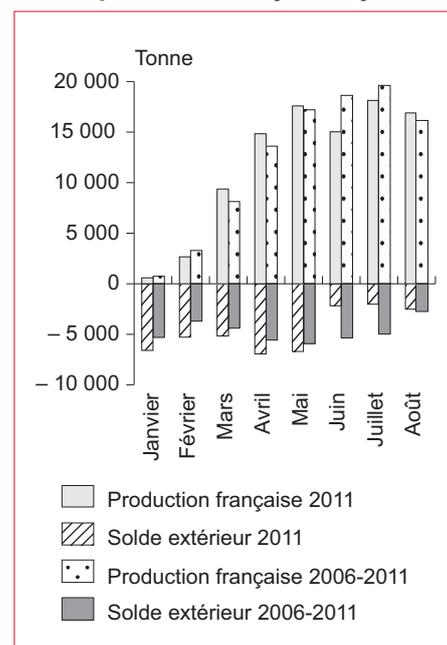
En juin, le marché se redresse, les produits de l'hexagone semblent avoir la préférence des consommateurs. Les prix reprennent un peu de hauteur et enregistrent une nette hausse aux mois de juillet et août et sont supérieurs à la moyenne 2006-2010 des mêmes mois. De fait, le temps maussade des mois de juillet et août bénéficie à la vente de courgette d'autant que la suspicion envers les autres produits d'été à consommer « crus » semble toujours bien présente. À partir de la fin du mois d'août, le retour à des températures plus douces éloigne le consommateur de ce produit, la concurrence entre bassins producteurs mais surtout avec les produits en provenance d'Espagne s'active. Sous cette pression de vive concurrence, les

Le disponible en concombre sur le marché en forte baisse en juin et juillet



Sources : Agreste, Insee, DGDDI (Douanes)

Forte baisse de la production nationale et surtout des importations en juin et juillet



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

prix baissent. La campagne de la courgette est en demi-teinte, profitant cet été à la fois d'une période climatique maussade et d'une concurrence espagnole affaiblie par la crise de l'E-Coli, après un début de campagne difficile.

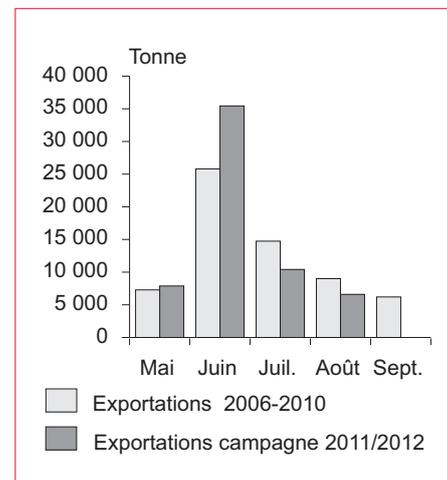
Carotte : une production qui ne connaît pas la crise

La production de carotte pour la campagne 2011/2012 est estimée en hausse de 4 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. Les premiers volumes arrivent au mois de mai dans un marché alimenté par des carottes en provenance d'Espagne. Si, pour ce premier mois de campagne les volumes disponibles sont en hausse par rapport à la moyenne, une baisse très nette de l'offre sur le marché est observée par rapport à la moyenne 2006-2010 de juin. De fait, les débouchés à l'exportation sont dynamiques, probablement en lien

avec la baisse de la concurrence espagnole. Les exportations de carottes françaises sont en hausse de 37 % au mois de juin tandis que les importations restent stables. La crise de l'E-Coli du concombre espagnol a peut-être un temps bénéficié aux productions de carottes françaises. Cette offre réduite sur le marché a permis aux prix de rester fermes. Ainsi au mois de juin, l'indice des prix à la production pour ce légume était supérieur de 13 % à la moyenne quinquennale alors que celui de l'ensemble des légumes était de moins 10 %. Les mois suivants, avec l'arrivée des productions locales dans les différents pays, les exportations ralentissent. Le marché se tasse et devient routinier malgré une météo maussade plutôt favorable à la consommation de ce légume. Les prix faiblissent mais se maintiennent dans la moyenne de saison même si en septembre la douceur des températures détourne le consommateur de ce pro-

duit. La carotte a plutôt mieux résisté que les légumes à consommer crus face à la crise du printemps.

Dynamisme important des exportations de carotte en juin 2011



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

Sources et définitions

Sources

- Productions : Agreste SAA et conjoncture
- Ippap : Agreste, Insee
- Données de commerce extérieur : DGDDI (Douanes)

Définitions

- Disponible = Production + Importations – Exportations
- Ippap : Indices des prix des produits agricoles à la production

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Légumes » pour les données chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Légumes » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- Les Infos rapides « Carotte », « Concombre », Courgette », « Melon », « Tomate »
- « Avril 2011 : une campagne difficile pour les légumes d'hiver », Synthèses Légumes n° 2011/14591, avril 2011
- « Fruits et légumes : Intempéries, importations limitées avec des prix en hausse en 2010 », Synthèses Légumes n° 2010/130, octobre 2010
- « 2009 : l'année des difficultés pour les légumes d'été », Synthèses Légumes n° 2009/91, octobre 2009
- « Légumes d'hiver : le froid hivernal fait grimper les prix », Synthèses Légumes n° 2009/75, juin 2009
- « Les intempéries limitent la production des légumes d'hiver », Synthèses Légumes n° 2009/64, mars 2009
- « Légumes : une fraîcheur estivale peu favorable aux prix à la production », Synthèses Légumes n° 2009/47, octobre 2008
- « Campagne moyenne pour les légumes d'hiver », Synthèses Légumes n° 2009/77, juin 2008
- « Chou-fleur en légère reprise dans la campagne 2007/2008 », Synthèses Légumes n° 2009/17, avril 2008
- « Le déficit des échanges de légumes frais continue de se creuser en 2007 », Synthèses Légumes n° 2009/12, mars 2008

Retour LÉGUMES ET FRUITS

2011, les fruits d'été en crise

Malgré de modestes récoltes françaises en pêche ou abricot et une production européenne modérée, les fruits d'été ont traversé une crise en termes de prix. La consommation française de fruits d'été, en produits nationaux ou étrangers, a été faible en 2011. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette chute de la demande : températures anormalement fraîches et pluviométrie élevée n'incitant pas à la consommation de fruits d'été, resserrement des calendriers de production, difficultés de conservation sur de longues périodes des fruits à noyaux.

Production des fruits à noyaux relativement modérée dans l'Union européenne

Selon le Medfel – salon international d'affaires de la filière fruits et légumes de l'EuroMéditerranée – les productions de pêche et nectarine dans l'Union européenne seraient supérieures de 4 % à 2010, année de faible production, mais seulement de 2 % à la moyenne 2005-2009. Pour l'abricot, elle serait très déficitaire (– 21 % par rapport à la moyenne 2005-2009). Parmi les principaux pays producteurs de pêche et de nectarine, l'Italie voit sa production stable alors que celle de l'Espagne est en nette progression par rapport à la moyenne quinquennale (+ 23 %). En France, les productions 2010 de fruits à noyau ont baissé par rapport à la moyenne quinquennale 2006-2010 : abricot (– 8 %) et pêche (– 7 %).

Commercialisation perturbée par l'avance des calendriers de production

En 2011, les calendriers de production des fruits d'été ont eu jusqu'à deux semaines d'avance par rapport à 2010. Cette précocité est la conséquence d'un printemps anormalement chaud et ensoleillé. Mais cette avance n'a pas été un atout pour la commercialisation des fruits. Le disponible des fruits sur le marché français résulte de la production française, à laquelle on ajoute les importations et on déduit les exportations. Il est le reflet de la consommation apparente en fruits frais. Ce disponible pour les fruits d'été – abricot, pêche et poire – est inférieur à la moyenne des cinq dernières années pour juin, juillet et août. Le faible niveau du disponible s'explique par des importations plus réduites en 2011 et un niveau de production des fruits à

noyau assez modeste. Pour la pêche, en juin et juillet, les introductions en provenance d'Espagne, principal concurrent de la France, sont inférieures de 21 % à la moyenne des cinq dernières années.

Cours à la production très inférieurs aux historiques

Les cours à la production des fruits d'été ont été très inférieurs aux historiques, ceci résultant d'une consommation plus réduite qu'à l'accoutumée. Pour la pêche, les introductions plus faibles en provenance d'Espagne ont des cours en €/kg néanmoins inférieurs de 9 % en juin et 17 % en juillet par rapport à la moyenne quinquennale, ce qui contribue aussi à maintenir des prix bas dans l'hexagone. Malgré des prix à la consommation plus bas que la moyenne sur cinq ans de 5 % pour la pêche en juin, juillet et

août et de 4 % en juillet pour l'abricot, cela n'a pas stimulé la demande.

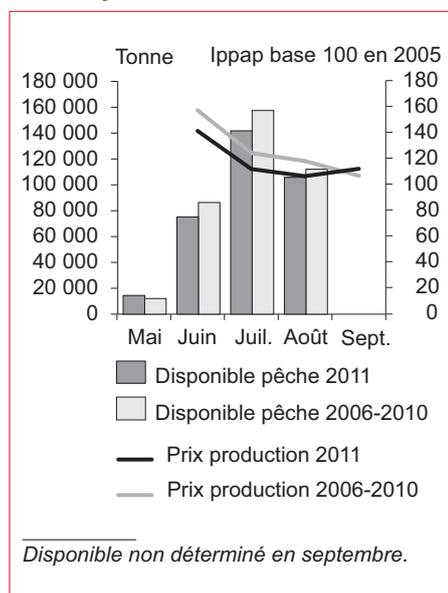
Le climat de l'été, principal responsable de la chute de consommation

La chute de la consommation des fruits d'été en frais peut être imputable, pour partie, à une météorologie défavorable. Les températures de juillet ont été anormalement fraîches et les précipitations au-dessus des nor-

males saisonnières. En revanche, le mois d'août et surtout juin, où les cours ont été plutôt bas par rapport à la moyenne sur cinq ans, n'ont pas subi d'anomalie climatique aussi marquée, notamment en termes de températures qui conditionnent la consommation de fruits frais. On peut cependant noter que les températures de juin sont inférieures à la moyenne des dix dernières années, particulièrement chaudes, avec une certaine pluviométrie. En août, les températures sont dans la

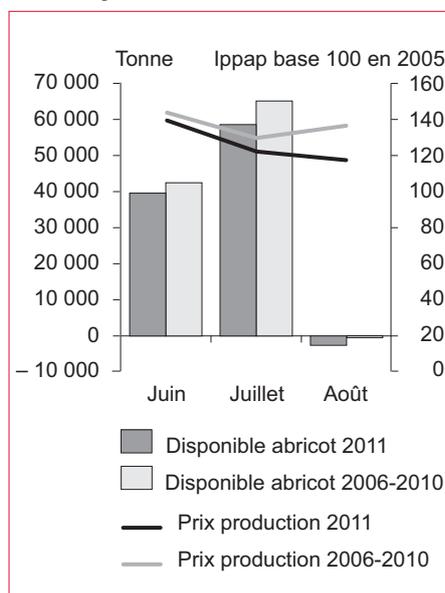
moyenne des dix ans, mais avec une forte pluviométrie. D'autres facteurs pourraient expliquer le déficit de consommation : un problème de qualité et de conservation des pêches lié aux fréquents orages estivaux dans certains bassins de production (Provence-Alpes-Côte d'azur ou Rhône-Alpes), le développement de maladies pour l'abricot, l'impact de la crise du concombre qui aurait pu s'étendre au delà des productions légumières.

Pêche : un disponible sur le marché français inférieur à la moyenne 2006-2010



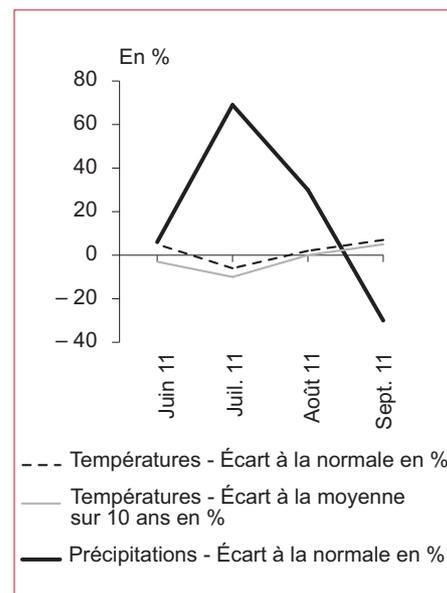
Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

Abricot : un disponible sur le marché français inférieur à la moyenne 2006-2010



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

Été arrosé et fraîcheur marquée en juillet



Source : Météo-France

Sources et données

- DGDDI : données de commerce extérieur
- Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production
- Enquête de Conjoncture Fruitière, Agreste, SSP : prévisions de productions et surfaces
- Statistiques Agricoles Annuelles, Agreste, SSP : données historiques de productions et surfaces
- Medfel : prévisions de productions européennes

Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Fruits » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Amélioration timide du marché en toute fin de campagne », Infos rapides Fruits - Pêche n° 5/5, septembre 2011
- « Marché calme », Infos rapides Fruits - Abricot n° 4/4, août 2011
- « Conditions climatiques défavorables en fin de campagne » Infos rapides Fruits - Cerise n° 3/3, juillet 2011
- « Récolte 2011 prévue élevée et presque achevée », Infos rapides Fruits - Pomme n° 5/6, octobre 2011
- « Marché peu actif », Infos rapides Fruits - Poire n° 3/4, octobre 2011
- « Stocks de pommes et poires : fin de campagne », Infos rapides Stocks pommes poires n° 10/10, juillet 2011
- « En 2010, reprise des cours pour les fruits à pépins » Synthèses Fruits n° 2011/149, juin 2011.
- « Fruits et légumes : intempéries, importations limitées avec des prix en hausse en 2010 » Synthèses Fruits n° 2010/130, octobre 2010

PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Viticulture

Synthèses octobre-novembre n° 2011/160

[Retour VINS](#)

En 2011, les pays tiers sont le principal moteur de la reprise des exportations de vins

La relance des exportations françaises de vins initiée en 2010 se poursuit en 2011. Sur les huit premiers mois de l'année, leur valeur progresse nettement par rapport à 2010, et atteint presque le record de 2008. Les exportations de champagnes continuent de s'améliorer. Celles de vins tranquilles d'appellation d'origine protégée (AOP) repartent fortement à la hausse. Les exportations de vins vers l'Union européenne augmentent légèrement : elles s'améliorent notamment vers le Royaume-Uni et l'Allemagne. Ce sont surtout les pays tiers – principalement les États-Unis et l'Asie – qui contribuent à rétablir les exportations. La demande continue à progresser au Japon, et les exportations de vins tranquilles AOP explosent à destination de la Chine et de Hong Kong.

En 2011, le commerce extérieur des vins français continue à se rétablir. Au cours des huit premiers mois de l'année, les volumes exportés s'établissent à 8,8 millions d'hectolitres, de 6 % supérieurs aux volumes exportés à la même période en 2010, et de 12 % au-dessus de 2009. Les niveaux de 2008 sont même presque atteints. En 2011, la progression est toutefois plus nette au premier trimestre que par la suite, car début 2010 les exportations étaient encore basses, la reprise ayant à peine commencé. L'amélioration est plus modérée au cours des mois suivants de l'année 2011, mais le niveau atteint est du même ordre que celui de 2008. En valeur, les exportations

Les exportations de vins tranquilles AOP s'améliorent, en volume et surtout en valeur

	Volume 2011 (millier d'hl)	Évolution des volumes par rapport à 2010 %	Valeur 2011 (million d'€)	Évolution de la valeur par rapport à 2010 %
Total vins	8 801	5,7	4 230	16,8
Vins AOP tranquilles	3 469	7,5	2 258	23,3
dont vins de Bordeaux	1 278	25,4	1 215	37,0
dont vins de Bourgogne	381	1,8	383	18,4
Champagne	529	11,2	1 143	17,5
Autres vins tranquilles	4 502	4,1	725	0,9
vins IGP tranquilles	2 633	- 7,1	492	- 0,8
vins sans IG tranquilles	1 870	25,4	233	4,7
vins avec mention du cépage	666	47,6	110	29,4
vins sans mention du cépage	1 204	15,8	124	- 10,5

Exportations au cours des huit premiers mois de l'année.

Source : DGDDI (Douanes)

se redressent fortement en 2011 (+ 17 %), se haussant à 4,2 milliards d'euros, seulement 2 % au-dessous du record de 2008.

Les exportations de vins tranquilles d'appellation d'origine protégée (AOP), sur les huit premiers mois de l'année 2011 sont en forte hausse par rapport au début d'année 2010, en volume, et plus encore en valeur. Si, en volume, elles demeurent 7 % au-dessous du niveau record de 2007, et 4 % au-dessous de 2008, elles s'approchent en valeur du point haut de 2008 (- 1 %). Au sein des vins tranquilles AOP, les vins de Bordeaux sont particulièrement dynamiques. La valorisation des exportations de vins de Bourgogne s'améliore nettement entre 2010 et 2011 pour des volumes en légère hausse.

Les exportations de vins tranquilles à indication géographique protégée (IGP) et sans IG, augmentent faiblement par rapport à 2010. Leur valeur dépasse toutefois, comme en 2010, celle de 2007. Cette augmentation globale masque deux évolutions opposées : les exportations de vins IGP reculent, alors que celles de vins sans IG progressent. Le développement du segment des vins sans IG portant mention du cépage explique sans doute ces tendances,

certaines vins à l'origine IGP pouvant être vendus dans cette catégorie.

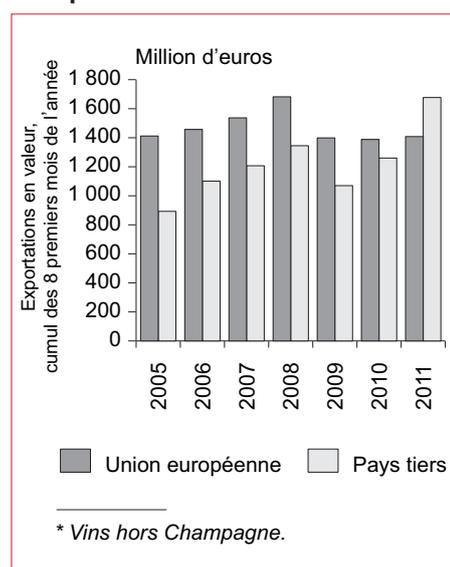
Les pays tiers soutiennent la reprise des exportations françaises de vins

L'amélioration des exportations françaises de vins, tant en volume qu'en valeur, résulte principalement de leur regain de dynamisme à destination des pays tiers. Pour les vins hors champagnes, les pays tiers représentent 35 % des exportations en volume, et 54 % de la valeur, sur les huit premiers mois de l'année 2011. Alors que l'augmentation est faible vers l'Union européenne, les exportations vers les pays tiers bondissent au contraire par rapport à 2010, de 14 % en volume et de 33 % en valeur. Sur la même période, leur valeur avait déjà fortement progressé entre 2009 et 2010 et, en 2011, elle dépasse pour la première fois celle des ventes vers l'UE (soit respectivement 1,7 milliard d'euros et 1,4 milliard). Ce bond de valorisation est très net à destination des États-Unis où la demande en vins, dont les prix unitaires sont élevés, s'amplifie : la valeur des exportations de vins tranquilles AOP progresse de 28 %, grâce notamment à la nette relance des vins de Bourgogne (+ 39 %) et de Bordeaux (+ 31 %).

Boom des exportations de vins vers l'Asie

Les exportations françaises de vins – y compris champagnes – s'accroissent aussi en 2011 vers l'Asie. Le Japon confirme sa place de client majeur de la France, et la demande s'accroît fortement en Chine, à Hong Kong, et à Singapour. Vers la Chine, 677 milliers d'hectolitres de vins ont été exportés de janvier à août 2011, dépassant de peu les exportations à destination des États-Unis (652 milliers). La Chine est ainsi sur cette période la première destination des pays tiers pour les volumes exportés (22 % des volumes vers pays tiers), mais elle ne concentre que 13 % de la valeur. Vers Hong Kong, les volumes exportés sont plus faibles : 123 milliers, soit uniquement 4 % des exportations vers pays tiers. En revanche, les exportations de vins vers Hong Kong sont fortement valorisées : avec 284 millions d'euros, elles représentent un niveau presque équivalent à la Chine. Au Japon aussi, la demande en vins français est dynamique : 336 milliers d'hectolitres sur la période, soit 11 % des volumes vers pays tiers, et 10 % de la valeur.

En valeur, les exportations de vins* vers les pays tiers dépassent celles à destination de l'Union européenne



Source : DGDDI (Douanes)

Les marchés asiatiques : un débouché en expansion pour les vins français

	Volume 2011 (millier d'hl)	Évolution des volumes par rapport à 2010 %	Valeur 2011 (million d'€)	Évolution de la valeur par rapport à 2010 %
Total des exportations*	8 277	5,3	3 087	16,5
Union européenne	5 407	1,3	1 409	1,5
Royaume-Uni	1 206	3,5	468	8,3
Allemagne	1 599	7,2	299	6,9
Belgique-Luxembourg	969	- 8,5	253	- 12,7
Pays-Bas	744	- 1,4	157	- 3,0
<i>Autres pays de l'Union européenne</i>	889	2,8	232	3,0
Pays tiers	2 870	13,8	1 678	33,1
États-Unis	562	7,5	337	19,0
République populaire de Chine	674	68,0	286	112,2
Hong Kong	120	41,6	276	78,5
Japon	319	- 3,0	179	5,9
Canada	365	6,9	173	15,5
Suisse	271	- 12,7	135	5,0
<i>Autres pays tiers</i>	559	5,0	291	21,3

*Exportations de vins (y c. mouës et hors champagnes) au cours des huit premiers mois de l'année.

Source : DGDDI (Douanes)

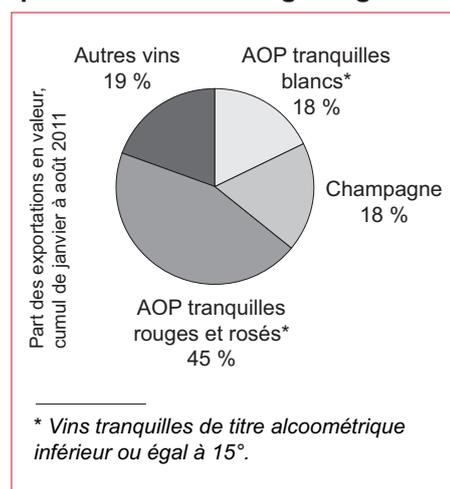
Hong Kong et la Chine : prédominance des vins AOP rouges et rosés

Les vins AOP tranquilles rouges et rosés représentent la majorité de la valeur des exportations à destination de Hong Kong et de la Chine. Vers Hong Kong, sur les huit premiers mois de l'année 2011, les exportations de ces vins pèsent pour 87 % de la valeur totale. Elles sont en quasi-totalité constituées de vins de Bordeaux : ceux-ci comptent pour près de 233 millions d'euros. Pour la Chine, les vins AOP tranquilles rouges et rosés, pour 91 % des vins de Bordeaux, correspondent presque aux trois quarts de la valeur totale exportée sur la période.

Vers le Japon, les exportations de vins sont plus diversifiées

À destination du Japon, les vins AOP tranquilles rouges et rosés représentent, comme pour la Chine et Hong Kong, la plus grande partie de la valeur des exportations : cette part s'élève à 45 % pour la période de janvier à août 2011. Ces vins sont surtout

Japon : une demande de vins français plus diversifiée qu'en Chine ou à Hong Kong



Source : DGDDI (Douanes)

des vins de Bordeaux (60 %), mais aussi des vins de Bourgogne (28 %). Outre cette catégorie de vins, les champagnes et les vins AOP tranquilles blancs comptent aussi, chacun, pour 18 % des exportations sur cette période. Les vins AOP tranquilles blancs correspondent principalement aux vins de Bourgogne (60 % d'entre eux).

Union européenne : les exportations de vins progressent vers le Royaume-Uni et l'Allemagne...

En 2010, le Royaume-Uni a été le premier importateur de vins français en termes de valeur, avec 1,15 milliard d'euros. Entre 2009 et 2010, les exportations françaises vers cette destination avaient augmenté de 3 % en volume et de 6 % en valeur, grâce à un rebond des ventes de champagnes, bénéficiant d'une forte valorisation. Au cours des huit premiers mois de l'année 2011, les exportations à destination du Royaume-Uni progressent par rapport à début 2010 de 3 % en volume, et de 8 % en valeur, à 711 millions d'euros. Elles demeurent néanmoins très en deçà du niveau record de 2008, à 924 millions d'euros. Outre les champagnes, qui continuent à contribuer à l'amélioration de la valeur en 2011, ce sont surtout les vins tranquilles AOP qui relancent cette année le commerce extérieur de vins vers le Royaume-Uni. Leurs exportations avaient diminué de 4 % en valeur entre 2009 et 2010, en cumul de janvier à août. Entre 2010 et 2011, elles progressent au contraire de 13 %. Elles sont vivement entraînées par les vins de Bordeaux (+ 29 %). En outre, le Royaume-Uni concentre début 2011 la moitié de la valeur des vins de Bordeaux exportés vers l'Union européenne. En 2010, il n'en représentait que 43 %.

À destination de l'Allemagne, premier importateur européen de vins français

en volume en 2010 avec 2,5 millions d'hectolitres et deuxième en valeur, les exportations progressent en 2011 par rapport au début d'année 2010. De janvier à août, elles s'élèvent à 1,6 Mhl (+ 7 %) rattrapant en valeur le niveau de 2008 à 390 millions d'euros. Les exportations de vins AOP tranquilles stagnent. En revanche, celles de champagnes s'accroissent de 13 % en volume, et 19 % en valeur, atteignant un niveau record pour cette destination. Les exportations de vins IGP et sans IG, avec 1,2 Mhl, augmentent de 11 %, se plaçant 6 % au-dessus de la moyenne des dix dernières campagnes. En valeur, elles atteignent un niveau record sur cette période, à 143 millions d'euros. Par rapport à 2010, les volumes de vins sans IG progressent nettement (+ 38 %), au détriment des vins IGP (- 5 %) qui se maintiennent toutefois en valeur (+ 4 %). Ce phénomène est sans doute lié au développement du marché des vins sans IG avec mention du cépage, dont les exportations vers l'Allemagne doublent, des vins auparavant IGP pouvant être vendus dans cette catégorie.

... mais reculent à destination des Pays-Bas, de la Belgique et du Danemark

Vers les Pays-Bas, l'ensemble Belgique-Luxembourg et le Danemark, les exportations de vins reculent en 2011 par rapport à 2010, tant en volume qu'en valeur. Pour les Pays-Bas, la diminution s'explique par un ralentissement des exportations de vins AOP tranquilles et de champagnes. Pour le Danemark, la baisse est principalement due à un recul des ventes de vins IGP et sans IG. À destination de la Belgique, toutes les catégories de vins sont touchées par un recul des volumes exportés. Seules les exportations de champagnes se maintiennent pour ce qui est des valeurs.

Le redressement des exportations de champagnes se confirme en 2011

Au cours des mois de janvier à août 2011, les volumes exportés de champagnes augmentent de 11 % par rapport à début 2010, s'élevant à 530 milliers d'hectolitres. Leur valorisation s'accroît de 18 %, à 1,14 milliard d'euros, soit plus du quart des exportations totales de vins. Comme pour les vins tranquilles, ce sont les pays tiers qui contribuent le plus à ce rebond.

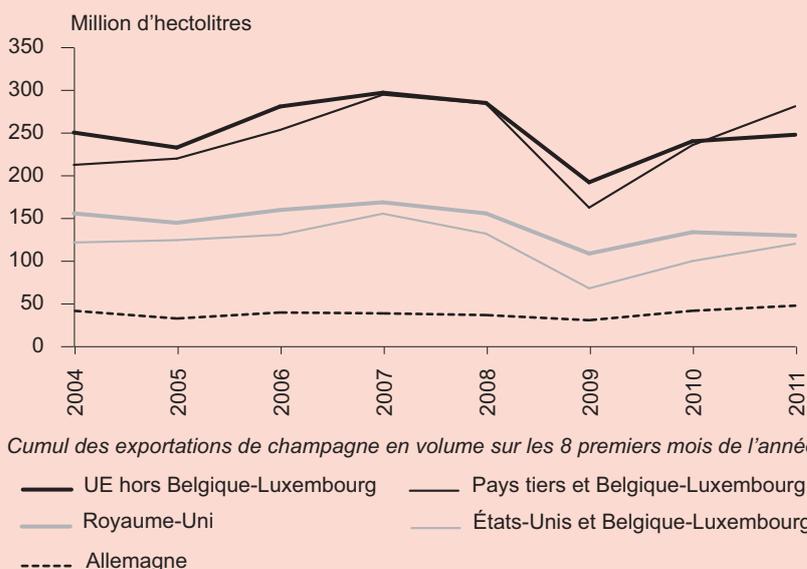
Au sein de l'Union européenne, la situation est contrastée selon les destinations. Vers le Royaume-Uni même si la valeur totale progresse, les volumes sont en retrait (- 3 %). Ce pays concentrait en 2010 environ 45 % des champagnes français exportés vers l'Union européenne. Pour l'Allemagne au contraire, qui en représentait 16 %, les ventes atteignent un niveau record sur cette période, tant en volume qu'en valeur. Les exportations sont aussi très dynamiques vers l'Italie (+ 23 % en volume à 21 milliers d'hectolitres et + 35 % en valeur).

Concernant les pays tiers, les exportations sont en nette hausse à destination des États-Unis (+ 32 % en volume et 37 % en valeur). Et cela indépendamment de l'éventuel effet lié au transit logistique des exportations françaises de champagnes via une plate-forme belge au cours des dernières années (Marché viticole :

des prix en reprise ; Viticulture n° 2010/134, décembre 2010). Vers la Suisse, les volumes exportés augmentent de 9 % atteignant 17 milliers d'hectolitres. Les exportations s'accroissent fortement à destination du Canada (+ 29 % en volume), de l'Australie (+ 37 %) mais

les volumes sont moindres. En Asie enfin, le Japon concentre la majorité des exportations françaises de champagnes, pour des volumes équivalents à ceux de la Suisse. À noter que vers Singapour, les volumes exportés se haussent de 25 %, pour une valeur de 113 millions d'euros.

Poursuite en 2011 de la reprise des exportations de champagnes



Note de graphique : Les exportations vers l'ensemble Belgique-Luxembourg et les États-Unis ont été regroupées pour rendre cohérentes les comparaisons sur longue période. En 2007 et 2008 notamment, suite à l'implantation d'une plate-forme d'exportation de produits alcoolisés en Belgique, une partie des exportations de champagne français ont transité par la Belgique pour atteindre les États-Unis.

Source : DGDDI (Douanes)

Sources

- Les prix et volumes de ventes en vrac des vins sans IG (vins sans indication géographique) et IGP (vins à indication géographique protégée), au niveau de la première commercialisation, sont fournis par FranceAgriMer sur www.onivins.fr/
- Les données de consommation taxée sont fournies par le bureau F3 des Douanes : www.douane.gouv.fr/
- Les données du commerce extérieur français des vins sont fournies par la Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI).
- Les vins tranquilles correspondent à tous les vins qui ne sont pas effervescents.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Viticulture » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Viticulture » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Une récolte 2011 estimée à 50,2 millions d'hectolitres », Infos rapides Viticulture n° 4/5, octobre 2011
- « Marchés viticoles : offre réduite, et demande orientée à la hausse », Synthèses Viticulture n° 2011/150, juin 2011
- « En 2010, le commerce extérieur des vins se redresse », Synthèses Viticulture n° 2011/141, mars 2011
- « Marché viticole : des prix en reprise » ; Synthèses Viticulture n° 2010/134, décembre 2010

COMMERCE EXTÉRIEUR AGROALIMENTAIRE

Synthèses octobre-novembre n° 2011/163

Retour PRODUCTIONS ANIMALES

Commerce extérieur d'animaux de boucherie : des marchés mondiaux favorables à la production française

En 2011, sur les huit premiers mois de l'année, l'excédent du commerce extérieur d'animaux vivants et de produits animaux s'élève à 738 millions d'euros, en hausse de 293 millions (+ 66 %). Cette forte croissance de l'excédent s'explique par une amélioration du déficit des échanges de viandes, et tout particulièrement de viande bovine. L'excédent des échanges d'animaux vivants progresse aussi, là encore en grande partie grâce aux bovins. Les marchés mondiaux, que ce soit pour le bovin, le porc ou l'ovin, sont favorables aux producteurs français qui profitent de l'ouverture de nouveaux marchés et de prix élevés.

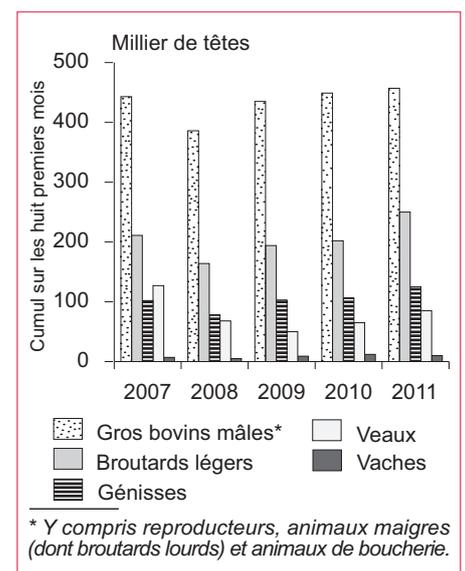
En 2011, sur le cumul des huit premiers mois de l'année, l'excédent des échanges de bovins progresse de 67 millions d'euros et atteint 825 millions d'euros. En même temps, le déficit des échanges de viande bovine s'est fortement réduit passant de 175 millions d'euros en 2010 à 42 millions en 2011.

La valeur des exportations de bovins progresse de 8 % par rapport à 2010, tandis que le nombre d'animaux exportés augmente de 11 %, principalement soutenu par les exportations de broustards légers. La valeur des exportations de viande bovine progresse de 21 %, et ce au même rythme que les volumes. Alors que la valeur des importations de viande bovine reste stable, soutenues par des prix forts, les volumes importés diminuent au contraire fortement (- 11 % en tonnes).

La viande bovine française bénéficie d'une perte de compétitivité du Brésil et de l'Argentine et de l'ouverture de nouveaux marchés

En 2010 et 2011, le contexte du marché mondial des bovins vivants et de la viande bovine a été très favorable à l'exportation des produits français. En termes de concurrence, le Brésil, le premier pays exportateur de viande bovine, et l'Argentine, quatrième pays exportateur, ont ralenti leurs exportations. En effet, ces deux pays ont perdu en compétitivité sur les prix. Pour le Brésil, c'est principalement à cause de l'appréciation du real par rapport à l'euro, mais aussi à cause d'une augmentation des coûts, les élevages étant repoussés à l'intérieur des terres par les cultures. Pour l'Argentine, la forte baisse de la production à la suite

Exportations de bovins : les broustards légers soutiennent la croissance



Source : DGDDI (Douanes)

de mesures prises par le gouvernement fait monter les cours. Ainsi, les exportations de viande bovine vers l'Union européenne diminuent de 10 % pour l'Argentine sur les huit premiers mois de 2011 et de 3 % pour le Brésil. De ce fait, de nouveaux marchés se sont libérés. À une concurrence qui faiblit, s'ajoute une demande qui se diversifie avec l'ouverture de marchés alors fermés aux produits européens, principalement pour des raisons sanitaires.

Ouverture du marché turc à la viande bovine

La Turquie, pour faire face à une montée des prix de la viande, a notamment ouvert ses frontières aux produits européens. Dans un premier temps, en 2010, seule la viande bovine a été autorisée. Ainsi, les exportations vers la Turquie expliquent près de 40 % de la croissance des exportations de viande bovine sur les huit premiers mois de l'année. Mais, cela ne devrait pas continuer après la réévaluation des droits de douanes en cours d'année, celle-ci ayant déjà eu pour résultat un recul de la croissance des exportations en juillet et surtout en août. Sur les huit premiers mois de l'année, il n'y a pas

eu d'exportation de bovins vivants à destination de la Turquie mais, dans les prochains mois, des envois sont prévus.

Intensification des exportations de bovins et de viande bovine vers l'Algérie, le Liban et le Maroc

Parmi les pays tiers, l'Algérie est devenue le principal client de la France concernant les bovins. En effet, depuis 2009, les exportations de bovins, en particuliers de gros bovins mâles finis et de génisses destinées à l'élevage, ont fortement augmenté. Pour les génisses, l'Algérie représente même 36 % de la croissance totale des exportations françaises en 2011. Concernant la viande, les exportations ont presque triplé, cependant elles restent encore à un niveau faible par rapport aux exportations vers certains pays européens.

Au Maroc, l'accord de libre-échange sur les viandes conclu avec l'Union européenne courant 2010 a permis une croissance des exportations de viande bovine à destination du Maroc. Mais, là aussi, les niveaux restent encore faibles par rapport aux volumes

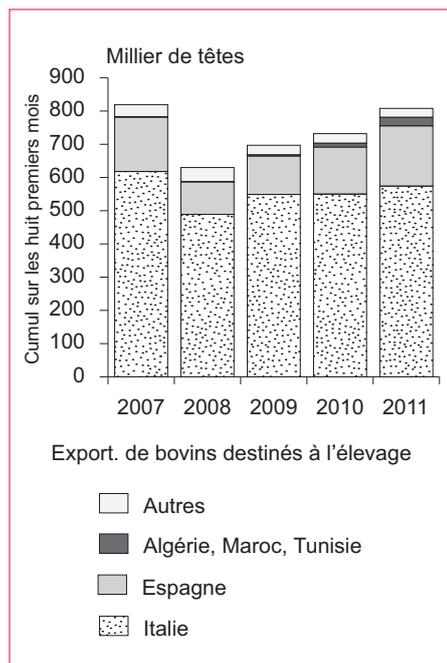
exportés vers l'Union européenne. De plus, depuis 2009, le Maroc, qui importait déjà des génisses, a progressivement diversifié son approvisionnement en bovins, l'étendant aux brouards légers et aux gros bovins mâles destinés à la boucherie.

Enfin, à partir de 2010, les exportations de gros bovins mâles vers le Liban ont fortement progressé, le niveau se maintenant en 2011. Pour 2011, ce sont les exportations de génisses qui soutiennent la croissance vers cette destination. Pour ces deux catégories, il s'agit d'animaux destinés à la boucherie.

L'Italie reste la principale destination de bovins et de viande bovine

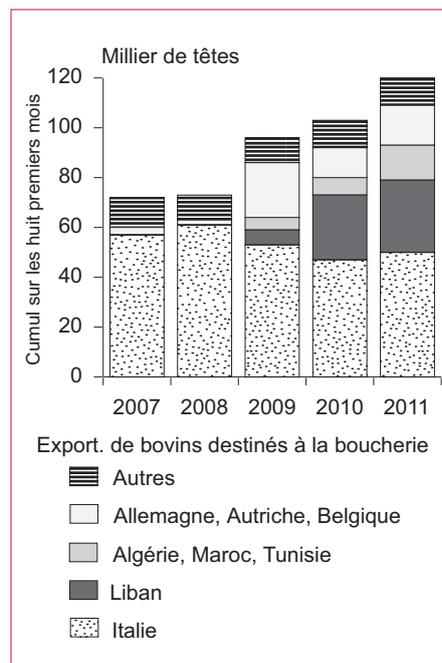
Sur l'Italie, les exportations de bovins, qui avaient faibli en 2008, progressent, mais restent encore inférieures aux niveaux de 2007. Ainsi, 71 % des bovins exportés le sont à destination de l'Italie. En effet, si la demande en gros bovins mâles destinés à la boucherie diminue, elle est compensée par la croissance des exportations de brouards légers et de génisses destinées à l'élevage. Ainsi, l'Italie contribue très fortement à la croissance des exportations pour ces deux types d'animaux. Par ailleurs, les exportations de viande bovine vers l'Italie progressent de 8 %. Ainsi, l'Italie reste la première destination pour la viande bovine française avec 35 % des exportations en valeur.

Les exportations de bovins destinés à l'élevage retrouve des niveaux comparables à ceux de 2007



Source : DGDDI (Douanes)

Progression des exportations de bovins destinés à la boucherie, mais baisse vers l'Italie



Source : DGDDI (Douanes)

Croissance des exportations vers les autres pays de l'Union européenne : pour leurs marchés intérieurs ou pour une réexpédition vers des pays tiers ?

Les exportations de viande bovine progressent fortement vers l'Allemagne et la Belgique. Celles de gros bovins mâles destinés à la boucherie progressent aussi de façon significative vers l'Allemagne et l'Autriche. La France bénéficie probablement de la perte de compétitivité de pays comme le Brésil et l'Argentine. Cependant, il est aussi possible que ces produits ne soient pas destinés à la consommation intérieure, mais soient par la suite réexpédiés, soit sous la même forme soit après transformation, vers d'autres destinations.

Les importations françaises de viande bovine diminuent en volume

Les importations de viande bovine en volume diminuent fortement (- 11 %). Toutes les grandes provenances sont en baisse : Allemagne, Irlande, Italie et Pays-Bas. Sur ce point, il est difficile de distinguer si ces pays subissent une perte de compétitivité, s'ils profitent aussi de la diversification des marchés et donc réduisent leurs exportations vers la France, ou s'il s'agit d'une réduction des importations de viande provenant du Mercosur qui passeraient en transit par ces pays (*Le Mercosur, source dominante des importations européennes de viande bovine, Animaux de boucherie n° 2011/151, juin 2011*).

Un effet positif sur les abattages de bovins et les prix

Au final, les producteurs français bénéficient à la fois de demandes extérieures et intérieures qui s'intensifient, et aussi de bons prix. Ainsi, en France, les abattages augmentent de 4 % sur les huit premiers mois de l'année, tandis que les cotations de gros bovins affichent une hausse de 5 %.

Viande porcine et charcuterie : une croissance de la demande en Chine et en Russie

En 2011, les exportations de viande porcine augmentent en valeur de 6 %

par rapport à 2010, tandis qu'elles n'augmentent que de 1 % en volume. Les exportations vers l'Asie en particulier la Chine et la Corée du Sud sont dynamiques tandis que, vers l'Union européenne, ce sont la Bulgarie, l'Espagne, la Pologne et la République Tchèque qui tirent la croissance. Vers la Russie, les exportations augmentent aussi.

La demande venant de la Chine et de la Russie en viande porcine et en charcuterie s'est accrue en 2011. Ainsi, les exportations de l'Union européenne vers la Chine ont quadruplé tandis que celles à destination de la Russie ont augmenté de 20 % en volume. En effet, en Chine, le prix de la viande porcine aurait augmenté de 58 % entre juin 2010 et juin 2011, selon Ubifrance, tandis que la Russie doit faire face à une épidémie de peste porcine africaine.

À l'inverse, les exportations de porcins vivants diminuent de 10 % en valeur et même de 26 % en nombre, la diminution vers la Belgique étant la plus marquée. Pour autant, ces exportations comparées à celles de viande bovine représentent une très faible part de l'ensemble des exportations exprimées en tonne-équivalent-carcasse (9 %). Les importations d'animaux diminuent également en nombre de têtes (- 10 %), principalement des animaux en provenance des Pays-Bas.

La demande fait monter le prix du porc

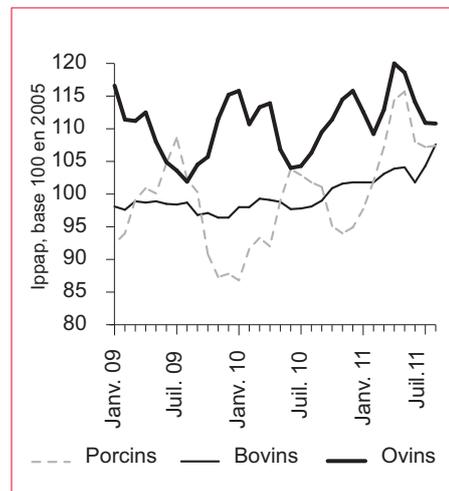
Malgré une augmentation de la demande extérieure et une stabilité des importations, les abattages sur les huit premiers mois de l'année n'augmentent pas. Ainsi, le prix du porc progresse vivement (+ 11 % en moyenne sur les huit premiers mois). Néanmoins, sur les derniers mois, les abattages ont repris (+ 6 % en août et + 4 % en juillet). Ils sont à nouveau en retrait en septembre.

Viande ovine : la Nouvelle-Zélande délaisse le marché européen

En 2011, les importations européennes de viande ovine en provenance de Nouvelle-Zélande, le premier exportateur mondial, ont diminué de 11 % en volume. De plus, les grands pays européens exportateurs – Royaume-Uni, Irlande, Espagne, Pays-Bas – n'ont pas augmenté leurs volumes exportés. De ce fait, le cours de la viande ovine s'envole. Ainsi, en France, les importations de viande ovine diminuent de 9 % en volume, mais augmentent de 2 % en valeur.

Dans ce contexte de baisse de l'offre étrangère, qui approvisionnait 59 % de la demande intérieure en 2010, les abattages augmentent de 4 % sur les huit premiers mois de l'année. Cependant, cela n'est pas suffisant pour rattraper la baisse des importations, ce qui fait augmenter le prix de l'ovin de 4 % en moyenne sur les huit premiers mois de l'année.

La demande fait augmenter les prix



Source : DGDDI (Douanes)

Près de la moitié des exportations de bovins sous forme d'animaux vivants en 2011

Unité : millier de tec

	Bovins	Porcins	Ovins et caprins	Volailles
Production indigène brute	1 795	2 304	109	1 815
- destinée à la consommation intérieure (en %)	70	67	83	63
- destinée à l'exportation (viandes et animaux) (en %)	30	33	17	37
Consommation intérieure	1 675	2 155	219	1 600
- provenant de la production indigène brute (en %)	75	72	41	71
- provenant des importations (en %)	25	28	59	29
Exportations	531	749	19	678
- animaux vivants (en %)	46	9	37	8
- viande (en %)	54	91	63	92
Importations	411	600	129	460
- animaux vivants (en %)	2	2	5	2
- viande (en %)	98	98	95	98

Source : Agreste

Sources et définitions

Sources

- Commerce extérieur de la France : DGDDI (Douanes)
- Données internationales du commerce extérieur : Eurostat
- Abattages, production indigène brute et consommation intérieure (calculée par bilan) : Agreste

Définitions

- Broutards légers : bovins vivants d'un poids compris entre 160 et 300 kg, hors animaux destinés à la boucherie
- Veaux : bovins vivants d'un poids inférieur à 160 kg (destinés à la boucherie ou à l'élevage) ou bovins d'un poids compris entre 160 et 300 kg destinés à la boucherie
- Génisses : bovins femelles qui n'ont jamais vêlé et de plus de 300 kg
- Vaches : Vaches de plus de 300 kg, à l'exception des génisses
- Gros bovins mâles : bovins mâles de plus de 300 kg (y compris reproducteurs, animaux maigres – dont broutards lourds – et animaux de boucherie)

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne/Disar/Données en ligne/Rubriques/Élevage/Conjoncture animale/Conjoncture animaux de boucherie » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Animaux de boucherie » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Le Mercosur, source dominante des importations européennes de viande bovine », Synthèses Animaux de boucherie n° 2011/151, juin 2011
- « Des équilibres régionaux fragiles pour l'approvisionnement en paille des litières animales », Synthèses Animaux de boucherie n° 2011/138, janvier 2011
- « 2010 : stabilisation de la production ovine et baisse de la consommation », Synthèses Animaux de boucherie n° 2011/142, mars 2011
- « La filière porcine française toujours en difficulté », Synthèses Animaux de boucherie n° 2009/77, juin 2009
- « Secousses sur le marché des broutards », Synthèses Animaux de boucherie n° 2009/65, mars 2009

Retour PRODUCTIONS ANIMALES

IAA : la conjoncture reste favorable au deuxième trimestre 2011

Au deuxième trimestre 2011, la progression des échanges extérieurs en produits des industries agroalimentaires se poursuit de manière soutenue. La croissance des exportations demeure supérieure à celle des importations, permettant une amélioration sensible de l'excédent commercial. Stimulée par une demande étrangère et une consommation des ménages bien orientée, la production des IAA augmente de manière sensible par rapport au deuxième trimestre 2010. En lien avec le renchérissement des matières premières, la hausse des prix à la production et du chiffre d'affaires est de plus en plus marquée. Comme en 2010, l'emploi salarié dans les IAA reste stable au deuxième trimestre 2011.

Des échanges extérieurs toujours dynamiques

Après une contraction en début d'année 2009, le montant des échanges en produits des IAA – y compris tabac – est en reprise. Il se redresse encore au deuxième trimestre 2011 : les montants des exportations et des importations, respectivement de 9,9 et 8,5 milliards d'euros, sont devenus largement supérieurs aux niveaux records de 2006 et 2007, atteints avant la crise économique de 2009. En glissement annuel, cette hausse sensible des échanges ralentit au deuxième trimestre 2011, la reprise ayant été particulièrement significative au deuxième trimestre 2010.

Avec un montant de 1,4 milliard d'euros au deuxième trimestre 2011, l'excédent commercial des IAA – y compris

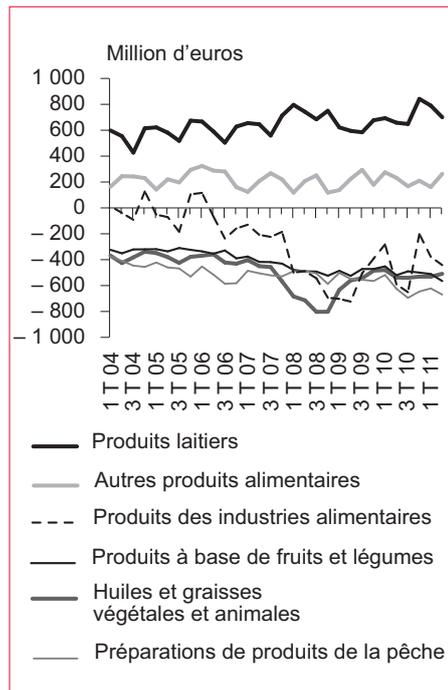
tabac – progresse de plus en plus (+ 27 %, après + 20 % au premier trimestre 2011). Cette forte progression résulte notamment de la réduction du déficit commercial de l'ensemble des produits alimentaires – hors tabac et boissons – de 148 millions d'euros entre le deuxième trimestre 2010 et le deuxième trimestre 2011. D'une façon générale, la hausse des importations en produits des IAA – y compris tabac – ralentit en effet fortement (+ 10 %, après + 16 % au premier trimestre 2011). Au premier trimestre 2011, l'amélioration de l'excédent commercial avait été très limitée par le fort accroissement des importations par rapport au niveau bas du premier trimestre 2010. La hausse des exportations des IAA fléchit légèrement au deuxième trimestre 2011 (+ 12 %, après + 16 % au premier trimestre 2011), la reprise ayant été sensible au deuxième trimestre 2010.

Grâce à une hausse plus marquée des exportations que des importations, le solde commercial s'améliore pour les **produits du travail des grains**, les « autres produits alimentaires », les **viandes et produits à base de viandes** et les **huiles végétales**. Le déficit commercial des **préparations à base de poissons** et des **produits à base de fruits et légumes** se creuse moins qu'au premier trimestre 2011, conséquence du ralentissement des importations.

L'excédent commercial des **boissons** et des **produits laitiers**, secteurs fortement tournés vers l'exportation, continue d'être particulièrement bien orienté, même si la hausse de la demande extérieure est moins marquée qu'au premier trimestre. La croissance sur un an de l'excédent commercial des **boissons** passe ainsi

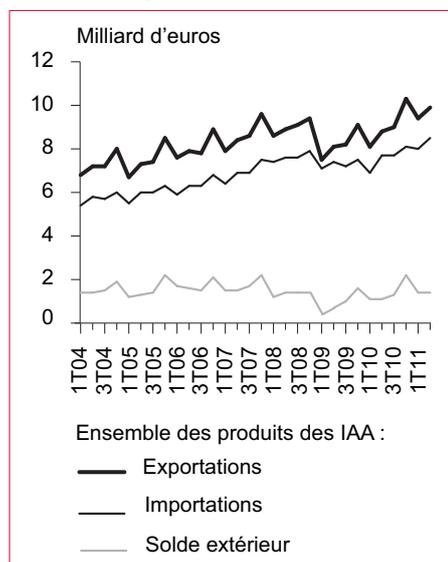
de + 18 % au premier trimestre 2011 à + 10 % au deuxième trimestre, atteignant 2,2 milliards d'euros : la demande extérieure en boissons alcooliques distillées, en vins et en champagnes et mousseux ralentit, tandis que celle de bières et de boissons rafraîchissantes devient plus prononcée. Comme

Le déficit commercial des produits alimentaires se réduit sur un an



Source : DGDDI (Douanes)

Reprise toujours marquée des échanges



Source : DGDDI (Douanes) - Données brutes

pour les boissons, la hausse des exportations en valeur de **produits laitiers** reste marquée, malgré un ralentissement (+ 13 % après + 48 % pour l'ensemble « lait liquide, crème de lait et produits frais », + 7 % après + 10 % pour les fromages, + 0,9 % après + 32 % pour le lait en poudre écrémé).

La consommation des ménages augmente moins qu'au premier trimestre 2011

Au deuxième trimestre 2011, la hausse sur un an de la consommation des ménages en **produits agricoles et agroalimentaires (y compris tabac)** ralentit : d'après les premiers résultats des comptes trimestriels de l'Insee, la consommation en volume de produits des IAA – y compris tabac – progresse de 0,8 % par rapport au deuxième trimestre 2010, contre 1,2 % au premier trimestre 2011. Après un repli en 2010, la consommation de produits bruts de l'agriculture et de la pêche – fruits, légumes, poissons frais, etc. – augmente quant à elle de 2,4 % au deuxième trimestre 2011, après 1,3 % au premier trimestre.

D'après le Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer, les achats en volume de viande se rétractent par rapport au deuxième trimestre 2010 : la consommation de viande de boucherie se rétracte de 0,3 % et celle de viande de volailles de 2 %, entraînée par la viande de dinde.

D'après le panel Nielsen, qui concerne les **produits laitiers** en grande surface, la consommation en volume à domicile se replierait légèrement entre le deuxième trimestre 2010 et le deuxième trimestre 2011. Le repli est marqué pour le beurre et le lait de consommation. En revanche, la consommation de yaourts, de fromages frais, de crème fraîche et de crème longue conservation augmente. La consommation de fromage reste quant à elle stable par rapport au deuxième trimestre 2010.

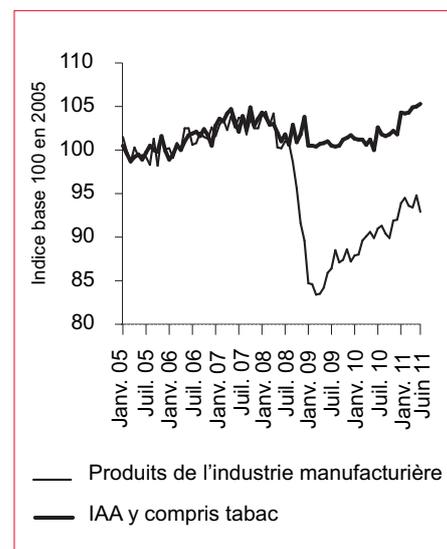
L'activité poursuit sa progression

En reprise depuis le milieu d'année 2009, l'activité des IAA – y compris tabac – poursuit sa hausse au deuxième

trimestre 2011, stimulée par une demande étrangère bien orientée. La hausse sur un an de la production de l'ensemble des produits alimentaires s'accélère (+ 4,9 %, après + 2,2 % au premier trimestre 2011), conséquence de la forte reprise des préparations et conserves à base de fruits et légumes ; ces derniers avaient été affectés aux deuxième et troisième trimestres 2010 par des récoltes de légumes tardives et faibles combinées à des cessations d'activité. Ainsi, la progression de l'activité des produits alimentaires hors produits à base de fruits et légumes est stable à 2 %.

Profitant d'une demande étrangère intense, l'activité reste bien orientée pour les **boissons**, les **produits laitiers** et les **produits du travail des grains**. Après une croissance importante au premier trimestre 2011, la production de **boissons** reste dynamique au deuxième trimestre : la hausse de la production s'amointrit pour les boissons alcooliques distillées, les champagnes et mousseux. En revanche, les productions de bière, de boissons rafraîchissantes et d'eaux de table sont très dynamiques au deuxième trimestre (respectivement + 18 %, + 4,5 %, + 4,6 %), en lien avec le climat chaud et sec du printemps. Comme pour les boissons, la production de **produits laitiers** continue d'être dynamique au deuxième trimestre 2011 (+ 0,9 %, après + 2,7 % au premier trimestre),

Augmentation de l'activité au deuxième trimestre 2011



Source : Insee - Agreste - Ipi CVS

malgré le repli des productions de l'ensemble « lait liquide, crème de lait et produits frais » et de laits secs en lien avec le moindre dynamisme de la collecte laitière provoqué par la sécheresse printanière. La hausse sur un an de la production de fromage se stabilise à + 3,8 %. Ayant largement rattrapé le niveau d'avant-crise, l'activité des **produits du travail des grains et produits amylicés** progresse de moins en moins, passant de + 7 % au premier trimestre à + 1,9 % au deuxième trimestre.

Après un repli au premier trimestre, la production d'**huiles brutes et raffinées** augmente légèrement, grâce à une demande étrangère dynamique. La hausse de la production des « **autres produits alimentaires** » s'accélère en glissement annuel, grâce à la forte augmentation des aliments homogénéisés et diététiques (+ 13 %). L'activité des **viandes**, des **aliments pour animaux** et des **produits de la boulangerie-pâtisserie** augmente de manière régulière.

La hausse des prix continue de s'intensifier

La hausse des prix à la production des produits des IAA est de plus en plus intense, en lien avec le raffermissement des cours des matières premières. Cette tendance à la hausse s'est amorcée au début de l'année 2010, après la retombée qui a fait suite à la flambée des prix des matières premières de 2007-2008. Au deuxième trimestre 2011, les prix se rapprochent du niveau du deuxième trimestre 2008, lors de la précédente flambée des prix.

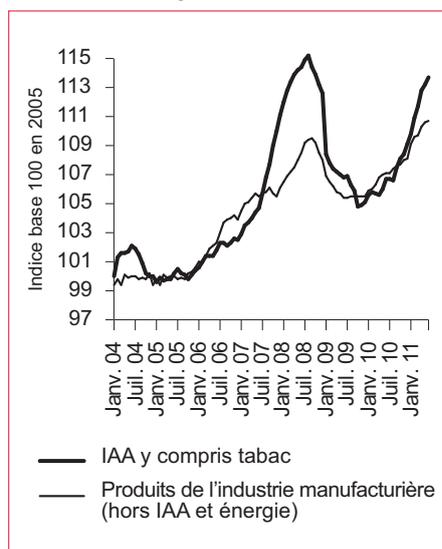
Dans le sillage du renchérissement des céréales et des oléoprotéagineux, les prix à la production des **aliments pour animaux**, en particulier pour les animaux de ferme, augmentent considérablement (+ 27 %, après + 25 % au premier trimestre 2011), dépassant même le niveau très élevé du premier trimestre 2008. De même, les prix des **huiles et graisses végétales et animales** et des produits du **travail des grains et produits amylicés** augmentent fortement (respectivement + 26 % et + 20 % par rapport au deuxième trimestre 2010), mais ne

dépassent pas le niveau record du premier trimestre 2008.

Les prix des **produits laitiers** s'accroissent, entraînés par la flambée des prix des produits laitiers industriels sur le marché mondial. La hausse est cependant beaucoup plus limitée que pour les **aliments pour animaux**, les **huiles** et les **produits du travail des grains**. Entre le deuxième trimestre 2010 et le deuxième trimestre 2011, le prix des poudres de lait augmente de 16 %, celui du beurre de 10 %. Le prix des produits laitiers de grande consommation augmente de manière plus modérée (+ 5 % pour les fromages et + 4 % pour les yaourts). Stimulé par une demande étrangère dynamique, le prix des **boissons** s'accroît légèrement (+ 3,7 %) : le prix des vins et du champagne augmente de 8 % et celui des boissons alcooliques distillées de 2 %.

De même, les prix à la production des **produits à base de poisson**, des **vian- des de volailles** et des **cafés et thé transformés** augmentent par rapport au deuxième trimestre 2010, en lien avec la hausse des prix des matières premières. Les prix progressent de manière plus modérée pour l'ensemble « **cacao, chocolat et produits de confiserie** » (+ 2 %), les **plats préparés** (+ 2 %) et les **aliments homogénéisés et diététiques** (+1 %).

La hausse des prix continue de s'accélérer, en lien avec le renchérissement des matières premières



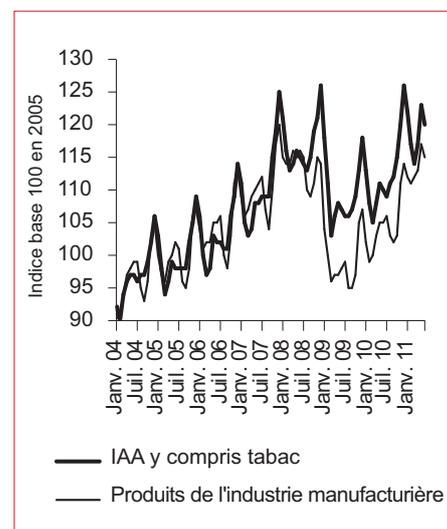
Source : Insee

Le chiffre d'affaires continue de s'améliorer

Dynamisée, comme au premier trimestre, par la hausse des prix et de la demande extérieure, la croissance du chiffre d'affaires des IAA se poursuit à un rythme élevé au deuxième trimestre 2011. Cette croissance marquée s'est amorcée en début d'année 2010, après une contraction en 2009 causée par la baisse simultanée des prix et de l'activité. Au deuxième trimestre 2011, le chiffre d'affaires dépasse le niveau record du deuxième trimestre 2008, lors de la précédente flambée des prix. Le chiffre d'affaires des **boissons**, dynamisé par l'essor de la demande étrangère, continue de progresser fortement (+ 9 %), dépassant de loin le niveau élevé du deuxième trimestre 2008. La hausse du chiffre d'affaires sur un an est particulièrement prononcée pour les eaux de table (+ 17 %) et les boissons rafraîchissantes (+ 13 %) dynamisées par un printemps chaud, mais elle fléchit pour les champagnes et mousseux (+ 8 %, après + 23 % au premier trimestre) et les vins (+ 5 %, après + 11 %).

De même, le chiffre d'affaires des produits alimentaires augmente fortement sur un an, devenant supérieur au niveau élevé du deuxième trimestre 2008. Il est tiré vers le haut par les **aliments pour animaux** (+ 17 % par

Accroissement sensible du chiffre d'affaires des IAA



Source : Insee - Moyenne mobile sur trois mois

rapport au deuxième trimestre 2010), les **produits du travail des grains** (+ 17 %) et les **huiles et graisses végétales et animales** (+ 33 %), suite au renchérissement des céréales et oléoprotéagineux. De même, le chiffre d'affaires des **produits laitiers** s'accroît fortement (+ 8 %), suite à la flambée des prix des produits laitiers industriels : le chiffre d'affaires du beurre et des poudres de lait augmente de respectivement + 11 % et + 12 % par rapport au deuxième trimestre 2010. Le chiffre d'affaires des fromages, quant à lui, augmente de 7 %, grâce à la forte demande extérieure. Le chiffre d'affaires des **viandes et produits à base de viande** et des **produits de la boulangerie-pâtisserie** augmente, grâce à la hausse des prix combinée à celle de la demande extérieure.

L'emploi salarié demeure stable

L'emploi salarié des IAA (y compris tabac), salariés des entreprises artisanales de la charcuterie et de la boulangerie-pâtisserie inclus, est relativement stable depuis le début d'année 2010. Fin juin 2011, le secteur compte ainsi 550 000 emplois. L'emploi salarié dans l'ensemble de l'industrie manufacturière reste stable à 2,9 millions d'emplois depuis le quatrième

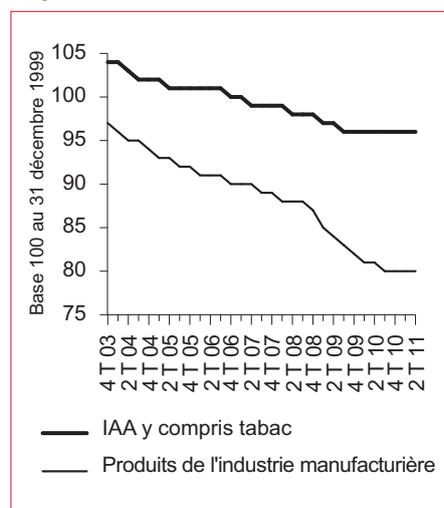
trimestre 2010, après un repli de 60 000 emplois en 2010 et de 170 000 emplois en 2009.

Des carnets de commandes étrangers toujours bien étoffés

Selon les chefs d'entreprise interrogés par l'Insee en juin 2011, l'activité des IAA reste soutenue au cours du

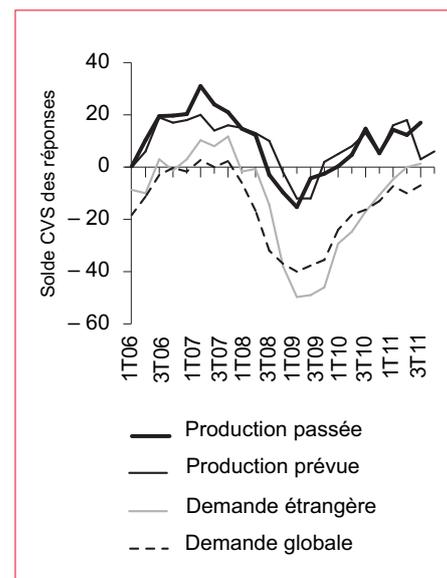
deuxième trimestre. Par ailleurs, les carnets de commandes globaux sont toujours considérés comme étoffés. Les carnets de commandes étrangers se regarnissent et sont considérés comme bien fournis. L'évolution des perspectives personnelles de production suggère toutefois que l'activité pourrait ralentir au cours des prochains mois.

L'emploi dans les IAA est relativement stable depuis début 2009



Source : Insee - Emploi salarié en fin de trimestre

Les industriels considèrent que l'activité reste soutenue au deuxième trimestre 2011



Source : Insee - Enquête mensuelle dans l'industrie

Hausse sensible de l'activité des produits alimentaires

Évolution en %*	2 ^e trimestre 2011/2 ^e trimestre 2010					Année 2010/année 2009				
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations
Produits des industries alimentaires	4,9	7,7	9,6	13,6	10,2	- 0,2	0,0	3,4	8,2	4,8
Viandes et produits à base de viandes	2,9	6,1	8,7	15,4	6,4	1,7	- 1,6	1,3	7,2	2,9
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche		6,3	9,5	11,0	7,9		3,2	7,5	- 3,5	10,2
Produits à base de fruits et légumes	18**	0,8	10,5	8,4	8,5	- 6,9	- 3,1	- 0,3	7,4	3,1
Huiles et graisses végétales et animales	2,9	26,2	32,6	103,7	26,3	6,1	1,7	1,3	9,7	- 1,8
Produits laitiers	0,9	6,4	7,7	9,1	11,6	2,6	1,1	5,7	14,0	13,4
Produits du travail des grains et produits amylacés	1,9	19,5	17,2	26,7	13,3	10,1	- 5,5	- 1,4	6,0	- 4,0
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	0,8	2,4	4,8	5,9	8,7	- 0,5	1,8	3,9	2,4	- 0,4
Autres produits alimentaires	3,7	3,4	8,4	6,8	5,6	- 0,3	- 1,1	4,8	8,6	8,9
Aliments pour animaux	0,4	27,5	17,4	- 2,2	10,8	0,2	5,5	5,2	4,5	3,3
Boissons	5,4***	3,5	9,3	9,4	5,5	8,6	0,2	6,9	15,8	- 1,4
Tabac	- 2,8	5,6		- 10,1	12,3	- 1,4	5,2		3,4	1,7
IAA y compris tabac	4,8	6,9	9,5	12,0	9,9	0,8	0,2	4,0	10,4	4,1

* Les diverses sources rassemblées dans ce tableau de synthèse ont des couvertures différentes (champs, branche ou secteur) et ne sont pas de ce fait toujours immédiatement comparables.

** Non compris les préparations et conserves à base de pommes de terre.

*** Non compris les vins.

Source : Insee

Sources

- Les données présentées dans ce document portent sur l'ensemble des industries alimentaires y compris tabac Division 10, 11 et 12 de la nomenclature d'activité (NAF révision 2 entrée en vigueur en janvier 2008) pour les données conjoncturelles à partir de janvier 2009 et divisions 10 et 11 de la nomenclature d'activités française (NAF révision 2) pour les données structurelles sur l'année 2007. Elles incluent les boissons y compris les vins. L'ensemble Industrie manufacturière comprend toutes les industries manufacturières y compris les IAA, à l'exclusion de l'énergie et de la construction. Les différents indicateurs des IAA utilisés dans ce document sont en base et référence 100 en 2005. ils ont des couvertures différentes (champ, branche ou secteur) et ne sont de ce fait pas toujours immédiatement comparables. L'indicateur de chiffre d'affaires (Ica) et l'emploi salarié sont des indicateurs sectoriels. Les autres indicateurs – indice de production industrielle (Ipi), indice de prix à la production (Ipp), données sur le commerce extérieur – sont des indicateurs de branche.
- Les séries retenues pour l'Ipi couvrent partiellement certains domaines :
 - l'Ipi de l'industrie des fruits et légumes ne concerne pas les produits à base de pommes de terre ;
 - l'Ipi de l'industrie laitière couvre également les glaces et sorbets ;
 - l'Ipi de l'industrie des boissons ne comprend pas les vins.

Lors des comparaisons, la période de référence lorsqu'elle n'est pas précisée, est le trimestre de l'année précédente.

IAA 2009 : la transformation des produits de l'élevage tient une place importante dans le secteur

En 2009, l'industrie agroalimentaire – y compris l'artisanat commercial de charcuterie et de boulangerie pâtisserie – compte près de 57 000 entreprises et emploie 571 000 personnes, d'après les premiers résultats du nouveau dispositif Esane permettant l'élaboration des statistiques structurelles d'entreprises.

En excluant l'artisanat commercial, l'industrie agroalimentaire repose sur 13 500 entreprises et 412 000 salariés qui réalisent 92 % du chiffre d'affaires global. La transformation de produits de l'élevage tient

une place importante dans le secteur : 45 % du chiffre d'affaires et de l'emploi sont apportés par les industries de la viande et du lait. Ces deux activités sont par ailleurs à l'origine de 39 % de la valeur ajoutée, de l'emploi et des exportations directes des entreprises concernées. Les industries très exportatrices des boissons et des « autres industries alimentaires » (sucre, chocolaterie, café, aliments diététiques, plats préparés, etc.) forment les deux autres pôles de structuration majeurs des activités.

Chiffres clés des IAA en 2009 - Ensemble des entreprises

Secteurs d'activités (NAF rév. 2)	Entreprises	Salariés	Chiffre d'affaires		Valeur ajoutée	Frais de personnel	Excédent brut d'exploitation	Résultat courant avant impôt	Résultat comptable
			Total	À l'exportation					
	<i>Nombre</i>		<i>Million d'euros</i>						
Ensemble des industries agricoles et alimentaires	56 700	571 400	158 849	27 759	35 768	21 719	10 991	7 512	5 435
Artisanat commercial	43 287	159 900	12 254	36	5 821	4 239	1 351	841	948
Charcuterie	4 927	14 700	1 803	11	628	450	145	100	108
Boulangerie-pâtisserie	38 361	145 300	10 451	25	5 193	3 789	1 206	741	840
Industrie agroalimentaire (hors artisanat commercial)	13 413	411 500	146 595	27 723	29 947	17 480	9 640	6 671	4 487
Industries alimentaires (hors artisanat commercial)	10 793	364 600	121 457	19 803	23 122	14 693	6 584	4 331	2 889
Transf. & conserv. viande & prép. viande	2 518	113 100	29 922	3 094	5 210	3 898	827	511	344
Transf. & conserv. poisson, crust., etc.	313	11 600	3 067	303	606	429	139	92	43
Transf. et conserv. de fruits et légumes	1 102	24 700	8 131	1 306	1 675	1 058	496	324	192
Fab. huile et graisse végétale & animale	202	2 700	3 071	540	378	137	188	173	111
Fabrication de prod. laitiers	1 255	57 900	25 299	4 401	3 782	2 464	1 025	502	288
Travail des grains ; fab. prod. amylicé	520	14 200	6 620	2 575	1 364	734	488	271	243
Fab. prod. boulangerie-pâtis. & pâtes	1 190	46 000	9 435	1 018	2 662	1 680	800	580	419
Fabrication autres produits alimentaires	3 235	75 700	24 900	5 035	5 883	3 367	2 080	1 503	1 014
Fabrication d'aliments pour animaux	458	18 700	11 013	1 531	1 561	927	542	375	234
Fabrication de boissons	2 613	44 700	23 428	6 875	5 985	2 511	2 674	1 843	1 117
Fabrication de produits à base de tabac	7	2 200	1 711	1 044	840	276	382	497	482

Champ : Ensemble de toutes les entreprises, DOM et artisanat commercial inclus.
Sources : Insee - Esane, Retraitement SSP (Données provisoires)

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - IAA » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - IAA » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- Synthèses IAA : le premier mois de chaque trimestre
- « IAA : une activité soutenue sur fond de hausse des prix », Synthèses n° 2011/156, juillet 2011
- « Les fabrications françaises de produits laitiers s'adaptent à la hausse de la demande européenne et mondiale », Synthèses n° 2011/155, juillet 2011
- « 2010 : la reprise de la demande mondiale soutient l'activité des IAA », Synthèses n° 2011/147, avril 2011
- « IAA : la reprise de l'activité ralentit au troisième trimestre 2010 », Synthèses n° 2011/139, janvier 2011
- « Boissons alcooliques distillées : reprise de la demande états-unienne et essor de la demande chinoise », Synthèses n° 2010/136, décembre 2010
- « Bonnes performances des IAA au deuxième trimestre 2010 », Synthèses n° 2010/127, octobre 2010
- « Industries agroalimentaires : la reprise de l'excédent commercial en 2010 est essentiellement due aux boissons », Synthèses n° 2010/125, septembre 2010

ORGANISMES

Agreste : données collectées et diffusées par le SSP
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidef : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
Cip : Comité interprofessionnel de la pintade
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Cniel-Iri : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Coop de France
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPAAT : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FranceAgriMer : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1^{er} avril 2009
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Itavi : Institut technique de l'aviculture
Matif : Marché à terme international de France
NEPG : North-western european potato growers
OCM : Organisation commune des marchés
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OP : Organisme de producteurs
RNM : Réseau des nouvelles des marchés
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Snia : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
Synalaf : Syndicat national des labels avicoles de France
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
Unctad : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
WASDE : Word agricultural supplies and demand estimates

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
AOP : appellation d'origine protégée
ACE : aides aux cultures énergétiques
BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics

Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
Fob : free on board
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IGP : indication géographique protégée
IAA : industries agroalimentaires
Ipa : indice de prix de l'alimentation animale
lpampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
Ipi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
NC : nomenclature combinée
Otex : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
tec : tonne-équivalent-carcasse
teoc : tonne-équivalent-œuf-coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officielle
VAIG : vins avec indication géographique
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : www.snm.agriculture.gouv.fr

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : agreste-info@agriculture.gouv.fr

Le CDIA est ouvert les lundi, mardi et jeudi de 14 h à 17 h - Tél. : 01 49 55 85 85.



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité
et de l'Aménagement du Territoire
Secrétariat Général

SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex
Tél. : 01 49 55 85 05 - Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Fabienne Rosenwald
Rédacteur en chef : Christine Deroin
Composition : SSP Beauvais
Dépôt légal : À parution
ISSN : 1274-1086
© Agreste 2011

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr